



Jean Goychman

COMMENT LA CITY DIRIGE LE MONDE

PRENDRE LE POUVOIR PAR L'OR
ET LE CONSERVER PAR LE DOLLAR

**BOULEDOGUE
MEDIAS**





Jean Goychman est né en 1948. Ingénieur dans l'aéronautique, il débutera sa carrière aux essais en vol de l'Aérospatiale avant d'entrer comme officier-mécanicien navigant à Air Inter.

Président d'EFEO (European Flight Engineers Organisation) de 1991 à 1994, il participa à de nombreuses conférences internationales dans le monde. Il s'intéressa à la déréglementation du transport aérien aux États-Unis puis en Europe.

Auteur de nombreux articles sur la création monétaire, la construction européenne et la géopolitique, il fut également conseiller régional des Pays de la Loire entre 2015 et 2021.

Introduction

Rien ne me prédisposait à écrire ces lignes. Ingénieur de formation, passionné par les avions et la technique aéronautique sous toutes ses formes, je me mouvais dans cet espace et n'éprouvais guère le besoin d'aller voir ailleurs.

C'est à mon retour des États-Unis où j'avais passé quelques mois, que les premières questions apparurent. Nous étions en 1977 et j'avais été embauché par l'Aérospatiale trois ou quatre ans auparavant, peu de temps après ma sortie d'école. C'était « l'âge d'or » de l'aéronautique et tous mes camarades de promo avaient trouvé un employeur très rapidement, certains étaient même déjà sous contrat d'embauche et percevaient un salaire. L'avenir semblait assuré. L'Aérospatiale développait simultanément plusieurs programmes et j'avais même pu choisir mon affectation. Pilote depuis mes dix-sept ans, un petit biréacteur désigné sous le nom de Corvette m'avait séduit. À l'époque, les programmes d'avions civils de l'Aérospatiale portaient des noms de bateaux. La Caravelle, puis la Frégate et enfin le futur Galion (rebaptisé Airbus depuis) formaient une gamme de produits complétée par le Concorde. Un tel dynamisme augurait d'un bel avenir industriel et c'est en toute confiance que j'avais choisi de travailler sur la Corvette. L'avion était en campagne d'essais en vue d'obtenir la certification aux mains d'une équipe d'essais en vol restreinte à laquelle je fus rattaché.

Je me suis ainsi retrouvé à Saint-Nazaire avec tout un groupe de jeunes ingénieurs dont la plupart venaient de Nord Aviation. D'ailleurs, le type d'avion de la Corvette était le SN 601, S pour Sud Aviation et N pour Nord Aviation. Le projet avait démarré juste avant la fusion entre les deux entreprises. De ce regroupement est née la SNIAS (Société Nationale Industrielle Aéronautique et Spatiale) qui devint rapidement l'Aérospatiale.

Après l'obtention du Certificat de Navigabilité, les premières livraisons aux exploitants de la Corvette commencèrent. Je fus chargé d'en suivre la

mise en ligne d'abord en France, puis en Europe et en Afrique. À l'été 1975, je fus détaché aux États-Unis auprès d'une société filiale à 100 % de l'Aérospatiale qui s'appelait AAC (Aerospatiale Aircraft Corporation) pour organiser le « support client » des futurs avions vendus aux États-Unis.

C'est courant 1976 que tout bascula. Une rumeur au début, qui enfla rapidement. La direction générale de l'Aérospatiale avait décidé d'arrêter le programme Corvette. Quelques semaines plus tard, cette rumeur était devenue une réalité et, après avoir expédié les affaires courantes (aucune vente n'avait été effectuée), je rentrai à Saint-Nazaire avec plus de questions que je n'avais de réponses.

Je retrouvai une entreprise en proie au doute, car non seulement la Corvette allait s'arrêter au quarantième appareil produit, mais le Concorde allait subir le même sort avec seulement seize appareils construits. Quant au programme Airbus, il était au ralenti avec un appareil sortant de chaîne tous les quatre mois.

Comment avait-on pu en arriver là alors que, moins d'un an auparavant, l'optimisme dans l'avenir était de mise ? **Que s'était-il passé, quel cataclysme imprévu nous avait-il frappés et surtout, lancinante question, cela était-il dû au hasard ou bien était-ce l'objet d'un plan établi et par qui ?**

Car tout ce que je constatais dans mon domaine, somme toute assez restreint, semblait se reproduire dans toute l'industrie française.

Pour tenter de répondre à ces questions, il m'a fallu une bonne trentaine d'années afin de pouvoir établir quels étaient les rapports des forces en présence puis une vingtaine d'années supplémentaires pour pouvoir déterminer comment elles agissaient.

C'est cette longue démarche que je vais tenter de vous résumer dans les pages qui suivent.

Au milieu des années 1970, l'information ne circulait pas comme aujourd'hui. Il y avait la télévision, avec ses trois chaînes, les radios dites «périphériques» et la presse écrite. Tout à fait par hasard, il se trouve que j'ai pu observer les effets d'une même cause dans deux pays différents. Je veux parler de ce qui a été appelé le choc pétrolier de 1973. En France, on avait l'impression que le ciel nous était tombé sur la tête, que nous avions mangé «notre pain blanc» et que le manque de cette denrée indispensable qu'était le pétrole dans le monde moderne allait compromettre toute notre économie.

Aux États-Unis en 1975, très peu de gens évoquaient cet évènement et la vie continuait comme avant. Ce pays de cocagne étalait ses richesses avec insolence et, seul signe visible et souvent contesté, la vitesse sur la plupart des autoroutes venait d'être limitée à 55 mph (environ 85 km/h), mais la plupart des voitures américaines affichaient des consommations de l'ordre de 7 miles par US gallon, soit un équivalent de 30 à 32 litres pour cent kilomètres.

Le feuilleton du Watergate continuait d'alimenter les conversations malgré la démission de Nixon qui aurait dû y mettre un terme et divisait l'opinion publique américaine. Un jeune avocat américain, devenu un ami, avait pourtant tenté de m'expliquer qu'il y avait une corrélation étroite entre la déconnexion de l'or et du dollar annoncée le 15 août 1971 par Nixon et le prix du baril de pétrole en 1973, je n'arrivais pas à en comprendre le mécanisme. J'avais une formation technique, basée sur des sciences réputées exactes, mais hormis mon strict domaine de compétence (appelons-le comme ça), **je n'avais aucune idée de ce qu'était l'argent**. Il en fallait pour payer les choses de la vie, mais c'était à peu près tout ce que j'en savais. Comme tout le monde, j'avais un budget que je suivais avec plus ou moins de rigueur et certains principes m'avaient été inculqués, tel celui de ne pas avoir de dettes.

Ce fut le point de départ de ma quête vers la vérité. **Quelle était la relation entre l'or et le dollar ? Et, subsidiairement, entre l'or et la monnaie ?**

Chapitre 1

L'or, la monnaie et les orfèvres.

Tout ce que je savais sur l'or se résumait à peu près à ceci : l'or était un métal dense, inoxydable et ductile. En insistant un peu, j'aurais ajouté qu'il était soluble dans le mercure et bon conducteur puisqu'on l'utilisait en aéronautique pour des connecteurs vendus... à prix d'or.

Il fallait que j'en apprenne un peu plus si je voulais avancer dans ma démarche. À l'époque, internet n'existait pas. J'ai commencé par les librairies qui vendaient des livres d'occasion et c'est ainsi que j'appris qu'un certain René Sédillot avait publié en 1972 un livre intitulé *Histoire de l'or*.

Je me suis procuré un exemplaire de cet ouvrage qui m'a permis de parfaire mes connaissances sur ce sujet. Je n'ai pu le retrouver, mais [j'ai récupéré une interview assez courte de l'auteur](#).

J'appris ainsi que l'or était connu depuis environ 7000 ans av. J.-C. et qu'on le trouvait sous forme de pépites ou de paillettes. Vers 5000 av. J.-C., la métallurgie de l'or est apparue et chaque civilisation depuis a toujours utilisé l'or. Métal inaltérable et facile à travailler, il est un marqueur précieux pour les historiens en leur fournissant un incomparable champ d'études.

Cependant, l'or connut une période de désaffection à la fin de l'Empire romain et ne réapparut qu'à la Renaissance. **L'or est utilisé en tant que monnaie depuis 2500 ans environ et c'est sous cette forme qu'il mérite d'être étudié**, non pas que les bijoux ou les objets d'art soient sans intérêt, mais simplement en raison du rôle essentiel que cette monnaie a joué et qui, vraisemblablement, va se perpétuer dans le futur.

Il faut bien comprendre que l'or a été à la base de l'emploi par les hommes de la monnaie en tant que moyen de transaction. Ce moyen n'a

pas été le seul, mais c'est celui qui, dans le temps, s'est imposé. **C'était l'évolution normale des échanges nécessaires à la survie des groupes humains qui échangeaient entre eux des biens dont certains disposaient en surnombre alors que d'autres n'en possédaient pas ou pas assez.** Il faut songer que mes grands-parents corses pratiquaient ce troc dans leur village où la monnaie n'existait pratiquement pas ou très peu. L'unité comptable pour établir une correspondance était alors le temps de travail à passer pour obtenir telle ou telle chose. C'était autour de 1880.

Le troc pouvait se concevoir dans une société où les gens pouvaient trouver sur place ce dont ils avaient besoin pour vivre, ou du moins le trouver sans attendre trop longtemps. Le problème qui se posait était la conservation des denrées, dont certaines pouvaient pourrir assez rapidement alors même qu'ils devaient se nourrir toute l'année. La découverte du pouvoir de germination de la graine a profondément modifié le mode de vie des populations qui devaient se sédentariser. C'est de cette sédentarisation qu'est née la sociabilisation et, avec elle, un besoin de pouvoir se procurer ce dont on avait besoin qui n'était pas produit sur place. **De ce besoin est né ce qui allait devenir la monnaie.** Il est important de prendre en compte que ce moyen de paiement qu'est devenu la monnaie appartient, au départ, à ceux qui l'ont créé et auxquels il donne un pouvoir sans pareil.

Bien que cette hypothèse de la monnaie provenant du troc soit quelquefois controversée, elle demeure cependant la plus vraisemblable.

Le temps des orfèvres

Au départ, la monnaie n'était pas universelle. Elle prit beaucoup de formes différentes et, pour une même représentation, pouvait avoir une valeur différente en fonction des endroits. Cependant, un certain nombre de critères firent que, au fil du temps, beaucoup de ces formes primitives de la monnaie disparurent d'elles-mêmes et ne subsistèrent que celles qui apparurent comme les plus adaptées à leur usage. Parmi celles-ci,

l'une s'imposa au fil des siècles, façonnée par le cours de l'histoire de l'humanité et qui était celle des pièces de métal précieux. On trouvait des pièces de bronze, de cuivre, d'argent et d'or. Comme l'or était le métal le plus rare et qu'il était inaltérable, il joua un rôle particulier qui le désigna comme le plus adapté aux fortes valeurs.

Il est difficile de dire avec précision quand et où apparurent les premiers orfèvres, mais ce fut vraisemblablement là où les besoins étaient les plus forts. Les archéologues ont pu retracer une partie de l'évolution du travail des orfèvres depuis l'antiquité égyptienne, puis des civilisations grecques et romaines. Ces orfèvres possédaient les technologies métallurgiques qui leur permettaient de travailler l'or et surtout de le peser avec beaucoup de précision, car au poids de l'or était lié sa valeur, ce qui est toujours le cas. Nous n'allons pas aborder ce qui concerne la partie «artistique» du travail des orfèvres, et Dieu sait si ce domaine est riche, et nous nous restreindrons **au commerce de l'or en tant que monnaie.**

Après une période de désaffection de quelques siècles correspondant à la disparition progressive de l'Empire romain, l'or fut l'objet d'un regain d'intérêt lors de la période désignée par la «Renaissance» et nous pouvons, dans notre cas, retenir la date de 1492. Cette date est importante, car deux événements majeurs, en ce qui nous concerne, se produisirent cette année-là en Espagne, bien qu'il n'y eut, au départ, aucun rapport entre eux. **Ces deux événements eurent des répercussions très importantes sur le commerce de l'or et de l'argent et, par conséquent, sur les orfèvres.**

Le premier, et le plus connu, est la **découverte du continent américain par Christophe Colomb et le second est le Traité de l'Alhambra**, consécutif à la victoire des rois d'Espagne à Grenade sur les musulmans.

La découverte du continent américain a marqué la naissance de l'ère des «puissances maritimes» dans laquelle nous vivons encore, mais pour combien de temps? On prête au navigateur anglais Walter Raleigh le propos suivant : *« Qui tient la mer tient le commerce, qui tient*

le commerce tient la richesse, qui tient la richesse tient le monde. » On ne saurait être plus concis. Il se trouve que **la découverte du continent américain a permis aux Espagnols de ramener une impressionnante quantité d'or.** Alors que l'or présent en Europe au XV^e siècle était plutôt rare (on l'estime à moins de 100 tonnes, c'est-à-dire qu'il tenait dans un cube de 2 mètres de côté d'après René Sédillot, mais ces quantités ne sont que des estimations variant dans une fourchette assez large). On estime qu'en 1560, la quantité d'or envoyée en Espagne représentait environ 100 tonnes également, sans compter les envois ultérieurs provenant de l'exploitation des mines sud-américaines. L'Espagne devint ainsi pour peu de temps le pays le plus riche du monde. Le revers de la médaille, si l'on peut dire, est que cette profusion d'or en circulation entraîna une inflation énorme, de l'ordre de 400 %, mais, là encore, le chiffre peut varier suivant les sources. De plus, une importante quantité d'argent métal est également arrivée en Espagne.

Tout cet or était fondu avant son transport, pour rendre son expédition plus facile. Il arrivait en Espagne sous forme de « briques » anticipant ainsi les futurs lingots. Naturellement, les premiers à profiter de cet effet d'aubaine furent les orfèvres.

La victoire de Grenade en janvier 1492 des troupes d'Isabelle et de Ferdinand marqua la fin de la présence des musulmans en Espagne qui durent partir en abandonnant beaucoup de leurs biens. **Le couple royal considéra que le pays était suffisamment riche pour pouvoir se passer des Juifs. Or, dans les provinces de Castille et d'Aragon, les Juifs contribuaient pour le quart environ aux sommes versées au royaume.** Cette situation résultait de « l'Âge d'Or » qu'ils avaient connu depuis l'an 1000 sous le califat de Cordoue. On trouvait dans l'Espagne de 1492 dans la population juive (séfarade signifie espagnol) de nombreux commerçants et professions « libérales » parmi lesquels beaucoup d'orfèvres, car la religion catholique interdisait à ses fidèles les métiers de l'argent.

Le décret de l'Alhambra imposait aux Juifs de quitter l'Espagne s'ils n'acceptaient pas de se convertir à la religion catholique. Beaucoup d'entre eux firent le choix de partir, mais d'autres préférèrent, dans un

premier temps, se convertir tout en continuant secrètement à pratiquer la religion juive. Ceux-là furent appelés des « marranes » et **nombre d'entre eux finirent par s'installer aux Pays-Bas entre le XVI^e et le XVII^e siècle. La plupart vivaient du commerce entre l'Orient et l'Occident et firent la fortune des Pays-Bas.** Ce fut le « siècle d'Or » des Hollandais et la Hollande devint la première puissance maritime, au détriment de l'Espagne et du Portugal qui régnaient sans partage depuis la fin du XV^e siècle.

Il est intéressant de constater comment la puissance d'un pays augmente lorsque le commerce maritime augmente, justifiant ainsi les propos de Walter Raleigh.

Qui dit commerce dit échange et besoin de monnaie pour financer ces échanges. Revenons donc à l'or qui, au fil du temps, s'était imposé en tant que monnaie, donnant alors aux orfèvres un pouvoir décuplé. L'évolution de leur métier les a conduits du travail de l'or (bijoux, statuettes et objets divers) vers **une activité de stockage qui préfigurait le rôle des futurs banquiers** et il n'est pas étrange que nombre d'orfèvres soient devenus des banquiers, souvent après une phase d'exercice simultané des deux métiers.

À partir du XVI^e siècle, les orfèvres proposent à leurs clients qui avaient besoin de récupérer une certaine quantité d'or pour faire des achats ou régler des dettes de leur fournir, moyennant une rétribution, un « **certificat de possession d'or** » qui attestait que la quantité d'or en question était bien disponible et serait fournie au détenteur du certificat. Cela évitait de prendre des risques en transportant de l'or ou en le gardant chez soi avant que la transaction se réalise. Ce service fut de plus en plus prisé par les clients et se développa assez rapidement. **Progressivement, ces certificats se mirent à être échangés directement, constituant ainsi ce qui s'apparente au futur « billet de banque ».**

Le système des «réserves fractionnaires»

Voici ce que publie le site «[100 monnaie.wordpress](https://100monnaie.wordpress.com)» sur le sujet :

Vers 1655, à Londres et Amsterdam, les orfèvres qui avaient l'habitude d'attester les dépôts d'or des nobles et des riches marchands dans leurs coffres par des certificats de dépôts nominatifs, commencent à émettre ces certificats en valeurs rondes et «au porteur» en les rendant anonymes. Ces certificats purent donc servir de moyens de paiement en passant de main en main.

Mais très vite, vers 1670, les orfèvres s'aperçurent que les détenteurs de ces certificats, accordant une grande confiance aux orfèvres, ne demandent qu'assez rarement la transformation de leurs certificats en or. Les orfèvres commencent à émettre, contre intérêts, plus de certificats qu'ils ne détiennent d'or. Ces certificats tout à fait identiques aux certificats constatant de véritables dépôts servent donc à payer les dettes, et deviennent de la «monnaie» créée sans contrepartie véritable. Les orfèvres deviennent des banquiers au sens moderne du terme, prêtant ce dont ils ne disposent pas : ils «créent» littéralement la monnaie en «monétisant» des reconnaissances de dette ou des hypothèques. Leurs réserves (l'or dans leur coffre) sont fractionnaires par rapport au montant des certificats émis. C'est de là que vient le terme «réserves fractionnaires».

Pour creuser un peu plus le sujet, les orfèvres s'étaient rendu compte qu'environ **90 % de l'or qu'ils avaient dans leurs coffres ne bougeait jamais**. Comme ils étaient par nature des gens prudents, ils s'étaient imposé des règles assez strictes en matière d'émission de «faux certificats» : ils devaient les émettre de façon à ne jamais dépasser une quantité représentant au maximum 10 % de l'or qu'ils avaient en stock. Ensuite, ils devaient s'organiser en guildes au cas, improbable, où tous les certificats émis par un même orfèvre seraient présentés en même temps et que celui-ci ne puisse honorer les demandes. Dans ce cas, les autres orfèvres de la guilde devaient accourir pour lui avancer la quantité d'or nécessaire.

Cet épisode des orfèvres est indispensable pour comprendre le système de la création monétaire actuelle.

Chapitre 2

La City et le tournant de 1666

Sous le règne d'Élisabeth I^{re} (1558-1603), un petit nombre de Juifs marranes s'installèrent à Londres. En 1290, tous les Juifs avaient été chassés d'Angleterre, mais les marranes étaient considérés comme catholiques. **Beaucoup d'entre eux étaient des orfèvres qui prenaient de l'or en dépôt et utilisaient le système des certificats d'or au porteur** tel que décrit plus haut. Cela leur permettait de prêter contre intérêt de l'or qu'ils n'avaient pas et contre un intérêt de 8 % au Trésor de la Couronne.

Stephen Mitford Goodson, dans son livre *Histoire des banques centrales et de l'asservissement de l'humanité* relate cet épisode particulièrement tragique de la guerre civile qui dura de 1642 à 1648 et qui opposa les Royalistes aux « Têtes rondes ».

Le roi Stuart Charles I^{er} (1625-1643), qui souhaitait maintenir la prééminence de l'Église anglicane, se retrouva pris dans un conflit intense contre les Puritains, qui faisaient de grands progrès en prosélytisme auprès de la population. Après l'assassinat de l'ami de confiance et conseiller de Charles, le duc de Buckingham, en 1628, il devint de plus en plus isolé.

La division religieuse croissante fournissait une parfaite opportunité à exploiter pour les conspirateurs juifs. Comme l'écrit Israël Disraéli, le père du Premier ministre Benjamin Disraéli, dans son ouvrage *Commentaries on the life and reign of Charles the First, king of England*, « la nation fut astucieusement divisée en "sabbatarians" d'un côté et en "briseurs de sabbat de l'autre". »

Après la victoire des Têtes rondes, dont l'armée avait été financée par Fernandez Carjaval ainsi que les financiers juifs d'Amsterdam, le représentant des Juifs hollandais Manasseh Ben Israël demanda à leur dirigeant, Olivier Cromwell, d'autoriser les Juifs à retourner en Angleterre.

[En 1655, Cromwell invita Manasseh Ben Israël](#) à participer à la conférence de White Hall qui devait déterminer les conditions de la réadmission des Juifs en Angleterre. Les conséquences furent très importantes et **beaucoup d'entre eux quittèrent les Provinces-Unies pour s'installer à La City de Londres et rejoindre ainsi les Marranes dont certains reprirent leur religion d'origine.**

À la mort de Cromwell, Charles II (fils de Charles I^{er}) lui succéda et fut le dernier monarque anglais à pouvoir « battre monnaie ». Cependant, suivant Stephen M. Goodson, il commit deux erreurs dont les conséquences furent énormes ;

Il promulgua en 1663 la « loi pour l'Encouragement du Commerce » qui autorisait l'exportation de toutes les pièces et lingots d'or et d'argent vers l'étranger, libre de toutes contrainte et régulation d'aucune sorte.

Pendant le débat, le comte d'Anglesey fit observer avec prescience qu'il était dangereux pour la paix du royaume qu'il se trouve à la merci d'une poignée de super-riches mécontents pouvant former une banque (un organe d'accumulation) à partir de notre propre devise monétaire et nos réserves d'or, au-delà des mers en nous laissant manquer de liquidités lorsqu'il ne sera plus au pouvoir du roi de les en empêcher.

Trois ans plus tard, au moyen d'une loi « pour l'Encouragement de la Frappe de monnaie », il permit à des personnes privées (c'est-à-dire à des banquiers et des orfèvres) de frapper les pièces du royaume à la *Royal Mint* (la monnaie royale) et d'acquérir ensuite le privilège considérable du droit de seigneurage (la différence entre la valeur faciale des pièces et leur coût de production) comme revenu à leur seul profit. De surcroît, cela leur permit d'accroître ou de diminuer à leur guise la masse monétaire en circulation et ainsi d'augmenter ou de baisser les prix à volonté, au grand détriment du reste de la population.

Que le lecteur veuille bien me pardonner l'insistance avec laquelle j'attire son attention sur ce point absolument capital. **Tous les « malheurs du monde », comme le disait le général de Gaulle, résultent en pratique de ce pouvoir « exorbitant » de créer de la monnaie à partir de rien,**

ou presque. La seule protection qui aurait empêché les « puissances de l'argent » de le créer d'une façon démesurée était de lui donner une valeur « intrinsèque » et non pas une valeur faciale. C'est ce qui fait, y compris de nos jours, la supériorité d'une monnaie comme l'or, qui ne peut être émise que si on dispose d'une quantité d'or suffisante.

Cette loi de 1666 portant sur l'encouragement à frapper la monnaie a marqué une nouvelle ère qui perdure. **L'un des attributs essentiels de la souveraineté d'un peuple ou d'une nation est cette capacité à contrôler sa monnaie.** La confier à d'autres mains nécessite, comme nous le verrons par la suite, de prendre des précautions qui rendent incontournable l'emploi de la planche à billets, autrement dit la création de monnaie à partir de rien comme cela s'est généralisé d'une manière progressive depuis cette date.

Ce danger n'avait pourtant pas échappé à [William Shakespeare](#) qui écrit ces lignes prophétiques en 1595, soit presque un siècle avant la création de la Banque d'Angleterre :

« Cette patrie de tant d'âmes chères, cette chère, chère
patrie, chérie pour sa gloire dans le monde,
Est maintenant affermée, je meurs en le déclarant
Comme un fief ou une ferme misérable
Cette Angleterre, engagée dans une mer triomphante,
Dont la côte rocheuse repousse l'envieux assaut
De l'humide Neptune,
Est maintenant engagée à
l'ignominie
Par les taches d'encre et par les parchemins pourris!
Cette Angleterre qui avait coutume d'asservir les autres
A consommé honteusement sa propre servitude »

Richard II, Acte II, scène 1

On notera l'allusion aux billets de banque avec les taches d'encre et les parchemins pourris...

Une trentaine d'années plus tard, un prince hollandais d'origine allemande, Guillaume d'Orange-Nassau, débarquait en Angleterre. Il expulsa son propre beau-frère pour prendre sa place sur le trône d'Angleterre. **Ayant perdu le droit de frapper la monnaie britannique, il dut emprunter et inaugura ainsi la dette nationale six ans plus tard, après que fut créée la Banque d'Angleterre.**

Chapitre 3

La Banque d'Angleterre

Ne pouvant plus lever l'impôt à sa convenance ni frapper sa monnaie, Guillaume d'Orange, qui régnait sous le nom de Guillaume III, devait trouver le moyen de financer ses dépenses. Voici ce que dit Stephen M Goodson : *«Le besoin d'établir une banque centrale privée fut mis en avant par un pirate à la retraite, William Paterson, lorsqu'il rédigea un pamphlet en 1693, intitulé A brief account of the intended bank of England. Il se vantera plus tard du fait que cette banque engrange les bénéfices des intérêts sur l'argent qu'elle crée à partir de rien.»*

Pourquoi créer cette banque privée ?

Le but officiel est de **prêter de l'argent à la couronne britannique, et ceci sans aucune limite, moyennant un intérêt de 8 % l'an.**

Avant son enregistrement, un juriste dénommé Levinz étudia soigneusement les statuts de façon à ce qu'ils soient compatibles avec le but caché qui était de faire en sorte que le peuple anglais paye à perpétuité des intérêts en créant la monnaie nationale à partir de rien.

Cette fausse monnaie devait être remboursée, accompagnée d'intérêts composés, ce qui leur donnait une croissance constante. **Cependant, le remboursement du capital n'a jamais été exigé, car il était plus intéressant pour les banquiers de le laisser produire des intérêts.**

Les orfèvres et les prêteurs s'y opposèrent, car ils comprirent que cela allait compromettre leur système de réserves fractionnaires basé sur les reçus d'or qu'ils émettaient.

Plus généralement, ceux qui tentèrent de s'opposer pensaient que cette banque risquait de devenir tellement puissante qu'elle devienne la clé de voûte du commerce mondial.

C'est, hélas, exactement ce qui s'est passé, car la Banque d'Angleterre a servi de modèle à toutes les banques centrales qui ont été créées depuis.

Guillaume d'Orange put ainsi poursuivre la guerre qui l'opposait au roi de France Louis XIV. Chaque année, la Banque d'Angleterre devait recevoir 100 000 £ annuelles, les 4 000 £ supplémentaires venant des frais de gestion. En outre, la banque était autorisée à émettre chaque année 1 200 000 £ sous forme de billets sans couverture en or. Le coup était bien calculé et le peuple anglais dut subir une avalanche d'impôts afin de pouvoir payer les intérêts, et tous ces impôts figuraient déjà dans la loi portant sur la création de la Banque d'Angleterre alors que son nom n'apparaît nulle part. En 1696, deux ans après sa création, la banque d'Angleterre avait émis pour 1 750 000 £ en billets de banque avec seulement 2 % de réserve d'or, soit une valeur de seulement 36 000 £.

Cet épisode de la création de la Banque d'Angleterre est déterminant pour comprendre la suite de l'histoire et comment s'est développé ensuite ce **processus de création monétaire à partir du néant que l'on appelle la « monnaie fiduciaire »** (*fiducia* signifie confiance en latin)

Ceux qui possèdent ce pouvoir, qualifié d'exorbitant par de Gaulle, ont virtuellement la possibilité de dominer le monde dès lors qu'ils réussissent à imposer cette monnaie au monde entier.

On prête, peut-être à tort, cette phrase à Nathan Rothschild et reprise dans son livre par Stephen Goodson :

« Donnez-moi le contrôle de la monnaie d'une nation et je me moque de qui fait les lois. L'infime minorité qui comprend le système sera soit si intéressée par ses profits ou si dépendante de ses faveurs, qu'il n'y aura jamais d'opposition de cette classe sociale. »

Qu'elle ait été ou non prononcée par Nathan Rothschild, **on voit poindre, à la lecture de cette phrase, l'apparition d'une sorte d'État dans l'État qui exercera de fait la réalité du pouvoir, indépendamment du gouvernement et quel que soit le type de régime, autoritaire ou démocratique.**

Elle peut être rapprochée de celle, authentifiée, de Bonaparte : «*La main qui donne est au-dessus de celle qui reçoit!*»

On comprend également pourquoi **ceux qui dirigent un tel système ont tout intérêt à déclencher des guerres contre les pays qui avaient un système bancaire qui ne demandait pas le paiement d'intérêts sur les prêts consentis par leur banque centrale pour financer leurs investissements, voire leurs déficits de fonctionnement.** C'était notamment le cas des colonies américaines ou bien de la France de Napoléon.

Un autre éclairage sur la création de la Banque d'Angleterre est donné par un économiste chinois Hong Bing Song, qui publia en 2007 un livre dont le titre était *Currency wars* (traduit en français en 2012). On peut y lire :

Après 1625, le Trésor national britannique est vidé par deux guerres civiles et une forte instabilité politique. En 1689, lorsque Guillaume III règne sur l'Angleterre (c'est en épousant Marie, la fille du roi Jacques II, qu'il accède au trône), il doit faire face à de profonds troubles, couplés avec la guerre en cours contre Louis XIV. Il se met alors en quête d'argent, car les fonds lui manquent et il n'est pas loin d'être réduit à la mendicité. À cette époque, le banquier Paterson avance un nouveau concept appris aux Pays-Bas : la création d'une banque centrale privée pour financer les énormes dépenses du roi. Cette banque privée apporte 1,2 million de livres au gouvernement, sous forme d'un emprunt perpétuel, assorti d'un taux d'intérêt annuel de 8 % et d'une commission de gestion annuelle de 4 000 livres. Il suffisait que le gouvernement verse 100 000 livres par an pour lever 1,2 million en espèces, sans jamais devoir rembourser le capital. Bien sûr, le gouvernement devait également permettre à la Banque d'Angleterre d'accroître ses « profits », en lui accordant l'agrément national exclusif d'imprimer les billets. On sait depuis longtemps que la rentabilité des orfèvres (les Goldsmiths) provient de l'émission des billets à ordre. Ces billets étaient en fait des reçus émis en échange des pièces d'or déposées et conservées dans ces banques. En transporter de grandes quantités n'étant pas pratique, on commença à utiliser les billets à ordre pour effectuer des transactions, puis on se mit à les échanger contre des pièces d'or chez ces mêmes orfèvres. Après un certain temps, on ne ressentit plus le besoin de se rendre sans cesse chez les orfèvres, et ces reçus se transformèrent petit à petit en devise. En fait, peu de gens se rendaient dans les banques pour retirer

leur or et les orfèvres commencèrent tranquillement à délivrer des billets à ordre aux personnes désireuses d'emprunter de l'argent, contre une reconnaissance de dette assortie d'intérêts. Une fois le principal et les intérêts récupérés, les banquiers détruisaient la reconnaissance de dette et avaient tranquillement empoché les intérêts produits par l'argent des déposants. L'aire de circulation des billets à ordre des orfèvres s'accroissait au même rythme que leur acceptation et les bénéfiques qu'ils engendraient. Or, l'aire de circulation et d'acceptation de ces billets émis par la Banque d'Angleterre n'était égalée par aucune autre banque. Et ces billets qui avaient obtenu l'accréditation nationale devinrent la monnaie nationale. Le capital de la Banque d'Angleterre fut levé auprès de la société civile. Quiconque souscrivait au moins 2000 livres pouvait devenir gouverneur de la Banque d'Angleterre. Au total, la banque compta 1330 actionnaires et 14 gouverneurs, dont William Paterson. En 1694, le roi Guillaume III d'Orange-Nassau octroya une charte royale et un statut légal à la Banque d'Angleterre. C'est ainsi que naquit la première banque moderne. L'idée de base de la Banque d'Angleterre était que la dette privée du Roi et des membres de la famille royale se transforme en dette nationale perpétuelle, garantie par les impôts levés sur le peuple, et que la banque elle-même émette la monnaie nationale fondée sur la dette. En conséquence, le Roi disposerait d'argent pour faire la guerre ou pour ses dépenses personnelles, et le gouvernement pour faire ce que bon lui semble. Les banquiers dégageraient ainsi d'énormes crédits et obtiendraient tous les revenus dont ils avaient rêvé grâce à des intérêts très élevés. On aurait pu croire qu'il s'agissait d'une situation gagnant-gagnant, si ce n'est que les impôts prélevés sur le peuple servaient de garantie. Avec ces nouveaux outils financiers puissants, le déficit du gouvernement britannique grimpa en flèche et, entre 1670 et 1685, les recettes fiscales atteignirent 4,8 millions de livres, une somme considérable pour l'époque. Entre 1685 et 1700, les recettes de l'État s'élevèrent à 5,7 millions de livres, mais les emprunts contractés auprès de la Banque d'Angleterre durant la même période, connurent une flambée et passèrent de 800 000 à 13,8 millions de livres, soit 17 fois plus. Mieux encore, ce plan eut pour effet de plonger l'émission de devises et la dette perpétuelle dans la même impasse. Émettre plus de monnaie signifiait augmenter la dette nationale. Et rembourser la dette équivalait à détruire la monnaie qui ne pouvait plus circuler sur le marché. Ainsi, il était convenu que le gouvernement ne puisse jamais être en mesure de rembourser la dette. Les besoins du développement économique et le paiement des intérêts conduiraient inévitablement à une plus grande demande monétaire. Cet argent

serait emprunté à la Banque, de sorte que la dette nationale augmente sans cesse, comme les revenus tirés des intérêts que les banquiers empocheraient. Et en effet, à partir de cet instant, le gouvernement britannique n'a plus jamais remboursé sa dette. Alors que la dette publique britannique s'établissait à 1,2 million de livres en 1694, fin 2005, elle représentait 525,9 milliards, soit de 42,2 % du PIB. Dans ces conditions, ne vaut-il pas mieux couper quelques têtes si cela peut éviter d'empêcher la privatisation d'une banque nationale ?

La création de la Banque d'Angleterre par des propriétaires privés est l'acte essentiel qui a fait basculer la finance mondiale. **On peut écarter le plan machiavélique concocté depuis le départ et penser que c'est plutôt une succession de constatations qui a guidé leur conduite.** La première constatation est celle de l'or qui ne bouge que très peu des caves des orfèvres et qui devient progressivement «transparent» dans le système. La deuxième tient aux progrès de la technologie et notamment les techniques qui permettent d'identifier l'origine d'un papier sur lequel on écrit pour, *in fine*, le faire évoluer vers le billet de banque d'une façon quasi naturelle dans le temps par un phénomène d'accoutumance progressive de la part des utilisateurs. Ensuite, il a fallu surmonter le «tabou» qui interdisait l'usure dans la plupart des religions. On peut légitimement s'interroger sur les intentions exactes de ses fondateurs. Avaient-ils entraperçu tout le potentiel de leur démarche qui repose néanmoins sur une escroquerie analogue à une chaîne de Ponzi et comment, une fois cette banque solidement installée dans le paysage financier anglais, ils allaient pouvoir étendre le principe de création monétaire à partir de rien de proche en proche dans tout ce qui allait devenir le «commonwealth» ?

C'est ce que nous allons examiner dans la suite.

Chapitre 4

La Banque d'Angleterre impose sa monnaie aux colons américains

Les premières colonies américaines remontent au début du XVII^e siècle. À la suite des tensions religieuses entre les Puritains et les Anglicans qui conduiront à la guerre civile entre Cromwell et Charles I^{er}, un certain nombre de Puritains que l'histoire a reconnus sous le nom de « Pilgrims » décident de s'exiler vers l'Amérique, dont la découverte remonte au siècle d'avant, afin de pouvoir pratiquer librement et ouvertement leur religion. Embarqués sur le bateau appelé « Mayflower » (fleur de mai), ils débarquent sur le sol américain en 1620.

Voici ce que publie le site [«histoire et civilisations»](#) sous la plume d'Adrien Boniteau sur ce sujet :

«Un navire, le *Mayflower*; une date, 1620; une fête, Thanksgiving; [...] une utopie, la «ville sur la colline»; des héros, les *Pilgrim Fathers*. Voici les ingrédients de la naissance mythique des États-Unis», écrit Bertrand Van Ruymbeke dans *L'Amérique avant les États-Unis*. Il est vrai que le récit des pèlerins du *Mayflower*, relativement ignoré jusqu'à la fin du XVIII^e siècle dans les sources, se voit propulsé, au cours du XIX^e siècle, au rang de symbole de l'identité américaine et de mythe des origines. Il est alors réinterprété pour incarner successivement l'idéal de liberté politique né de la révolution américaine (1775-1783) et les valeurs de liberté et d'égalité des États du Nord contre l'esclavagisme des États du Sud lors de la guerre de Sécession (1861-1865). Pourtant, l'arrivée et l'installation en 1620 des 102 passagers du *Mayflower* en Nouvelle-Angleterre sont un évènement marginal à l'époque. Pourquoi un tel épisode, alors passé inaperçu, est-il parvenu au rang de mythe fondateur de la première puissance mondiale actuelle ?

La Nouvelle-Angleterre plutôt que la Virginie

En 1620, des puritains séparatistes anglais acquièrent un territoire en Virginie auprès de la Compagnie de Plymouth, l'une des compagnies coloniales de leur pays. Les puritains désignent alors des chrétiens cherchant à réformer l'Église d'Angleterre pour la rendre plus conforme au modèle biblique en la purifiant de certains de ses rites, que ces protestants zélés assimilent volontiers à un reste « papiste » (c'est-à-dire catholique). Face aux échecs des tentatives de réformation, une minorité d'entre eux, séparatiste, en vient à la conclusion qu'il est désormais nécessaire de fonder de nouvelles communautés ecclésiastiques en dehors de l'Église d'État, irréformable. Tel est le cas de ces 35 puritains originaires de la petite ville de Scrooby, dans le Nottinghamshire, qui décident de partir pour le Nouveau Monde afin d'y fonder une colonie régie par des normes qu'ils jugent plus bibliques et peuplée d'hommes qu'ils considèrent comme vraiment régénérés. Conduits par William Bradford, ces « pèlerins » ont le sentiment de revivre l'Exode biblique, quittant une Europe qu'ils estiment semblable à l'Égypte antique pour s'installer dans ce qu'ils imaginent comme une nouvelle Terre promise.

Mais ces séparatistes ne sont pas seuls à bord. Ils sont même minoritaires, puisque 67 « étrangers », selon les mots de Bradford dans son *Histoire de la colonie de Plymouth*, sont aussi du voyage. **Ces hommes avaient embarqué avec les pèlerins sur ordre de la compagnie d'investisseurs finançant l'entreprise afin de multiplier les chances de survie de l'expédition en cas de coup dur (épidémie ou attaque indienne).** Leurs motivations étant avant tout matérielles, des dissensions ne tardent pas à apparaître quant au choix de la destination. Parmi les pèlerins comme parmi les « étrangers », plusieurs souhaitent s'établir en Nouvelle-Angleterre plutôt qu'en Virginie. C'est pour répondre à ces tensions qu'est conclu un accord, le *Mayflower Compact*, signé par 41 passagers le 11 novembre 1620. Loin de constituer le pacte visionnaire précurseur du républicanisme américain que l'on en fera ultérieurement, le *Compact* est avant tout un contrat pragmatique visant à assurer un cadre légal minimal dans la future colonie. Les signataires s'engagent ainsi à se « constituer en un corps politique civil » et à obéir aux lois qui seront promulguées dans la colonie.

Sauvés par les Amérindiens

Ayant débarqué au cap Cod, dans le sud-est de l'actuel Massachusetts, les passagers fondent sur l'autre rive de la baie le village de Plymouth, première colonie durable de Nouvelle-Angleterre. Mais, du fait d'un hiver rude, près de la moitié des habitants de la nouvelle communauté meurent d'épidémies en quelques mois. Toutefois, **les relations cordiales qu'ils entretiennent avec les Amérindiens leur sont d'une réelle utilité.** Les colons font ainsi la connaissance de Tisquantum et de Samoset, de la tribu des Wampanoags, qui parlent tous deux anglais. Capturé par un capitaine européen, Tisquantum avait passé une partie de sa vie en Angleterre. Il sert d'interprète aux colons et leur apprend « la meilleure manière de planter le blé », ce qui fait dire à Bradford qu'il est un véritable « présent du Seigneur ». Lors des premières récoltes, à l'automne 1621, sont décrétés trois jours d'action de grâces, ou *thanksgiving*. Façonnés par les récits bibliques et la théologie calviniste de l'élection, les colons reconnaissent en effet, d'après Bradford, « *que le Seigneur était avec eux dans tous leurs faits et gestes, que sa grâce s'exerçait dans toutes leurs allées et venues* ». Signe de cette élection, la colonie devient prospère, gagne des habitants et essaime même avec la création de villages alentour (Duxbury, Yarmouth, Taunton, Sandwich), avant de finir absorbée, en 1691, dans la colonie du Massachusetts.

Plymouth n'est pourtant pas la première colonie anglaise en Amérique : celle de Jamestown en Virginie, fondée en 1607, l'avait précédée. Les pèlerins du *Mayflower* ne sont pas non plus les premiers Européens à fouler la terre de Nouvelle-Angleterre : de nombreux marchands, français et anglais principalement, l'avaient déjà explorée et une première colonie, Sagadahoc, y avait connu une brève existence. Le récit anachronique faisant des « Pères pèlerins » les premiers « Américains » ou, d'après John Quincy Adams, les « fondateurs de [n]otre race » doit donc être écarté.

Le refuge des persécutés

Néanmoins, ce n'est pas totalement sans raison que l'épisode du *Mayflower* est finalement devenu le mythe de fondation des États-Unis.

Il révèle en effet une caractéristique majeure des colonies anglaises qui, contrairement au modèle colonial français, dans lequel l'uniformité religieuse est imposée, présentent une **réelle diversité confessionnelle et en viennent à être considérées comme la terre de refuge par excellence pour les minorités persécutées du Vieux Monde**. Succédant aux pèlerins du *Mayflower*, environ 13 000 puritains s'établirent ainsi en Nouvelle-Angleterre, principalement au Massachusetts, entre 1630 et 1640, ce que l'on a appelé la Grande Migration. En outre, les côtes américaines accueillent, au cours du XVII^e siècle, de nombreuses minorités religieuses, comme les quakers (très représentés dans les colonies centrales, notamment la Pennsylvanie), les baptistes ou d'autres minorités protestantes qui refusent de se conformer à l'Acte d'uniformité de 1662, établissant un strict anglicanisme en Angleterre.

Les catholiques anglais, également persécutés, voient dans la colonie du Maryland, fondée en 1632, une terre de refuge. Ces migrations ne se limitent pas aux minorités anglaises. Les luthériens allemands, les mennonites alsaciens persécutés pour leur foi, les réformés français, dont beaucoup quittent leur patrie après la révocation de l'édit de Nantes par Louis XIV en 1685, et les frères moraves fondent leurs propres églises outre-Atlantique. Quelques communautés juives apparaissent. Enfin, l'anglicanisme, quoique moins omniprésent qu'en Angleterre, n'en est pas moins très bien représenté dans les colonies, notamment celles du Sud.

Si la reconstruction contemporaine de l'épisode du *Mayflower* constitue, il est vrai, un mythe, elle reste représentative de deux aspects ayant fortement marqué l'identité américaine : **le puritanisme et la pluralité**. La théorie de la « destinée manifeste » (*Manifest Destiny*) faisant de la nation américaine le nouveau peuple élu de Dieu, développée dans les années 1840, est à bien des égards héritière du providentialisme des Pères pèlerins et de leurs frères puritains. En outre, le *Mayflower* illustre parfaitement cet autre trait de l'histoire américaine : **l'accueil des minorités confessionnelles, si caractéristique de cette Amérique plurielle**. En ce sens, le récit du *Mayflower* peut être lu « comme les Actes des apôtres de la future nation américaine », selon les mots de l'historien Bernard Cottret.

Comme on peut le voir, **les premiers colons n'avaient guère de rapport avec l'Angleterre, dont beaucoup d'entre eux n'étaient même pas originaires.** Leur rapport avec cette dernière était singulièrement distant et le sentiment d'indépendance prévalait déjà. Cependant, elles figuraient toujours dans le champ de souveraineté de l'Empire britannique.

Sur le plan du commerce et des transactions, elles s'étaient organisées entre-elles et n'utilisaient pas la monnaie émise par la banque d'Angleterre.

Voici ce qu'écrit Hong Bing Song au sujet des instruments financiers des premiers colons américains :

À leur arrivée, les colons d'Amérique du Nord travaillèrent dur pour développer la production de marchandises et de services, mais la pénurie de monnaie limitait les échanges et handicapait la croissance de l'économie. Les gens n'avaient d'autre choix que d'utiliser une monnaie alternative pour le commerce. Fourrures, coquillages, tabac, riz, blé, maïs et autres marchandises servaient de monnaie. En Caroline du Nord, en 1715, pas moins de 17 produits différents pouvaient être utilisés comme monnaie légale (on parlait de *Legal Tender*). Le gouvernement et le peuple pouvaient ainsi acquitter les impôts, payer la dette publique et acheter des biens et des services. Toutes ces devises alternatives possédaient des normes de comptabilité rapportées à la livre et au shilling. Néanmoins, leurs particularismes et spécificités d'acceptation et de conservation pouvaient varier considérablement, et il fut difficile d'établir des normes au-delà de l'échelle locale. Dans une certaine mesure, ces devises alternatives ont atténué les besoins pressants de monnaie, mais il subsistait toujours un goulet d'étranglement qui faisait barrage à un développement sain et équitable de l'économie marchande. L'utilisation de monnaies alternatives pour compenser la rareté persistante de la monnaie métallique présentait donc trop d'inconvénients, ce qui obligea les gouvernements locaux à réfléchir à une solution. Le résultat fut l'impression et l'émission par le gouvernement d'un papier-monnaie légal et standard, le *Colonial Script*. La différence entre les billets de banque en circulation en Europe et ce nouveau papier-monnaie résidait dans ce qu'il n'était pas indexé sur l'or et l'argent. Il s'agissait d'une monnaie gouvernementale. Comment fonctionnait-elle? Tout le monde devait payer des impôts au gouvernement. Il suffisait alors que le gouvernement accepte ce papier-monnaie pour que les éléments

conventionnels de sa mise en circulation sur le marché soient réunis. La nouvelle monnaie de papier relança le commerce qui se mit à prospérer, contribuant ainsi à la modernisation socio-économique. De l'autre côté de l'Atlantique, Adam Smith observait en temps réel les expériences du gouvernement colonial nord-américain. Il comprit aussitôt l'effet de stimulation apporté au commerce, particulièrement dans un contexte de pénurie de monnaie métallique. Mais si c'est l'argent qui manque, on pourra y suppléer, quoique d'une manière fort incommode, par des trocs et des échanges en nature. On pourra y suppléer encore, et d'une manière moins incommode, en vendant et achetant sur crédit ou sur des comptes courants que les marchands balancent respectivement une fois par mois ou une fois par an. Enfin, un papier-monnaie bien réglé pourra en tenir lieu, non seulement sans inconvénient, mais encore avec de grands avantages. Cependant, une monnaie sans garantie est l'ennemie naturelle des banquiers, car si la dette d'un gouvernement ne sert pas de garantie, alors le gouvernement n'a pas besoin d'emprunter aux banques le fameux métal précieux... et les banquiers perdent alors une part de leur puissance. Lorsque Benjamin Franklin se rendit en visite au Royaume-Uni en 1763, le responsable de la Banque d'Angleterre lui demanda les raisons de la soudaine prospérité de ses colonies, ce à quoi il répondit : « c'est très simple, dans les colonies, nous émettons notre propre monnaie, appelée « billes coloniaux », que nous émettons en proportion des besoins du commerce et de l'industrie. Ainsi, les produits passent très facilement des mains des producteurs à ceux des acheteurs. En créant de cette manière notre propre papier-monnaie et en garantissant son pouvoir d'achat, nous (le gouvernement) n'avons pas besoin de payer d'intérêts à qui que ce soit. » Les colonies américaines s'affranchissaient ainsi de l'autorité de contrôle de la Banque d'Angleterre. Ses banquiers entrèrent alors dans une rage folle et réagirent immédiatement. Ainsi, en 1764, ils imposèrent au Parlement britannique l'adoption du *Currency Act*, interdisant aux colonies d'Amérique d'émettre leur propre monnaie; les gouvernements locaux devaient, en sus, continuer de s'acquitter de leurs impôts en devises-or et argent envers le gouvernement britannique. En seulement un an, la situation s'est inversée, les temps prospères sont révolus, la récession économique s'est répandue dans les rues où le chômage sévit. Écoutons Benjamin Franklin parler douloureusement des graves conséquences de cette loi sur l'économie des colonies : « *Si l'Angleterre n'avait pas privé les colonies du droit d'émission de la monnaie, créant ainsi du chômage et du mécontentement, leurs membres auraient été heureux d'ajouter une petite taxe sur le thé et d'autres produits. L'incapacité des colons à être*

*investis du pouvoir d'émettre leur propre monnaie, en s'affranchissant de façon permanente de Georges III et des banques internationales, est la principale raison de l'éclatement de la guerre d'indépendance américaine.» Les pères fondateurs des États-Unis semblaient clairement conscients du contrôle que la Banque d'Angleterre exerçait déjà sur le gouvernement britannique et des injustices contre le peuple que cela entraînait. En 1791, Thomas Jefferson, le troisième président des États-Unis (qui rédigea à trente-trois ans une partie de la Déclaration d'indépendance) l'exprimait ainsi : «*Si les colonies américaines permettent d'aventure aux banques privées de contrôler l'émission de la monnaie, alors ces banques passeront par l'inflation puis la déflation pour priver le peuple de ses biens. Jusqu'à ce qu'un matin, leurs enfants se réveillent en ayant perdu leur maison et les terres que leurs pères avaient exploitées.*»*

Chapitre 5

La guerre d'indépendance et la Constitution américaine

Après le voyage de Benjamin Franklin en 1763, il ne fallut pas attendre très longtemps pour que les propriétaires de la banque d'Angleterre fassent adopter le *Currency Act* **qui interdisait aux colons des treize colonies américaines d'utiliser les *local scripts* qui étaient de véritables billets de banque émis par les banques locales** qui ne n'exigeaient pas de versements d'intérêts en contre-partie.

Assez vite, la situation économique des colonies se dégrada et le chômage et la famine firent leur apparition. Le mécontentement envers l'Angleterre apparut et les premiers actes d'incivilité à l'encontre des Anglais se produisirent. Le premier évènement mémorable prit le nom de « Massacre de Boston » et fut perpétré le 5 mars 1770 dans la rue King.

Des colons excédés par les taxes imposées par le parlement britannique se mirent à houspiller un fonctionnaire britannique. Quelques-uns de ses collègues vinrent lui prêter assistance et des coups furent échangés, ainsi que des jets d'objets (probablement des boules de neige) furent lancés contre eux. Des soldats britanniques accourent, l'un d'entre eux croit entendre un coup de feu. La troupe riposte et sept colons furent tués ainsi que de nombreux blessés.

L'incident fut repris et monté en épingle par des indépendantistes qui parlèrent d'un véritable massacre commis de sang-froid et sans aucune raison par des soldats anglais. Pour tenter de calmer le jeu, l'administration anglaise diligenta une enquête qui aboutit à la condamnation à des peines légères de deux des soldats. Or, il se trouvait parmi les victimes un ancien esclave affranchi, Crispus Attucks et il devint le premier martyr de la révolution américaine. Son nom est resté dans la mémoire des Américains

comme un symbole de l'insurrection qui allait se produire quelques années plus tard. Le site « [absil](#) » publie un document intéressant sur ces évènements :

En 1776, la société américaine commence seulement à se dégager du modèle européen dont elle est issue. La dissolution du lien qui l'unit à la Grande-Bretagne n'est pas inéluctable : il est le fruit de circonstances favorables, et d'un enchaînement d'évènements particuliers.

a. La cause militaire

Au terme de la guerre de Sept Ans (1756-1763), qui voit s'opposer la Nouvelle-France aux Britanniques et aux colons américains, la monarchie française doit définitivement abandonner toute prétention sur l'Amérique du Nord. Elle est en effet contrainte de céder le Canada, tandis que l'Espagne, son alliée malheureuse, doit abandonner la Floride.

Le conflit, très long, a favorisé le développement d'un sentiment d'unité dans les treize colonies. Il n'est pas encore question de sécession (= de séparation), mais le projet d'établissement d'un Empire anglo-américain séduit les élites coloniales. Par ailleurs, la menace française étant désormais conjurée, la présence de troupes anglaises sur le sol américain apparaît alors superflue : son maintien contribue à nourrir un mécontentement généré par d'autres facteurs. En effet, l'entretien de l'armée coûte cher, et Londres compte bien faire payer l'addition aux colonies...

b. La cause économique

Le mercantilisme, doctrine économique régulant les échanges économiques entre la métropole et les treize colonies, apparaît rapidement intolérable aux colons. En effet, la Couronne multiplie les législations destinées à freiner les échanges commerciaux directs entre les colonies d'une part, et entre celles-ci et les territoires avoisinants d'autre part. Ces dispositions, qui freinent la croissance des colonies, suscitent un mécontentement grandissant, dont le roi d'Angleterre Georges III ne se préoccupe guère.

c. La cause fiscale

L'entretien de l'armée anglaise stationnée en Amérique coûtant cher au Trésor, la Couronne décide, en 1765, de la financer par le biais d'une taxe de trois pence sur les publications (*Stamp Act*). Cette disposition heurte les colons, pour qui les assemblées locales sont seules habilitées à lever taxes et impôts. La mesure édictée depuis le Parlement de Londres, où les colons ne sont pas représentés, apparaît intolérable. Les incidents entre colons et administrateurs britanniques se multiplient, nourrissant une situation préinsurrectionnelle. Cependant, malgré de nombreux appels et pétitions, Georges III repousse toute tentative de conciliation.

En 1773, suite à de violentes manifestations, le gouvernement britannique décide de diminuer la taxe qu'il a imposée sur le thé — mais refuse de l'abolir. *Le Tea Act* entraîne la célèbre *Boston Tea Party*, où des colons déguisés en Indiens montent à bord des navires de la Compagnie des Indes et jettent à l'eau leur cargaison de thé. La réponse royale à cet acte d'insubordination est très dure : les libertés politiques de la colonie du Massachusetts sont sévèrement limitées, le port de Boston fermé (ce qui signifie la misère pour ses habitants) et l'extension des treize colonies vers le nord stoppée par l'octroi de l'Acte de Québec aux habitants catholiques de l'ancienne colonie française. Cette réaction entraîne le regroupement des treize colonies américaines, qui exigent de façon pressante le respect de leur droit à légiférer seules sur les affaires les concernant.

Georges III décide alors de rétablir l'ordre par la force : en 1775, une véritable guerre s'engage entre les troupes britanniques et les colons. Le roi déclare les Américains « rebelles » : la sécession (= séparation) devient inéluctable. Le 4 juillet 1776, la Déclaration d'indépendance des États-Unis d'Amérique est votée par des représentants des treize colonies, qui s'érigent en États souverains. La question de l'impôt, plus que tout autre, a donc pesé dans la balance : face à ce qu'ils perçoivent comme une injustice fiscale majeure, les colons d'Amérique du Nord décident de se révolter.

Une longue guerre s'ouvre alors (1776-1783), dont l'issue paraît d'abord favorable aux Anglais, plus nombreux et mieux entraînés. Toutefois, les Américains, commandés par le planteur de Virginie Georges Washington, parviennent à obtenir l'aide de la France, qui déclare la guerre à l'Angleterre en 1778. L'avantage

tourne alors du côté des insurgés, qui l'emportent définitivement à la bataille de Yorktown (1781). La paix est établie par le Traité de Paris, signé en 1783.

Même si les taxes imposées aux colons par la Couronne britannique ne sont pas la cause unique de l'insurrection, elles sont néanmoins la continuité de l'obligation qui a été faite par la Banque d'Angleterre aux colons d'utiliser la monnaie anglaise. Cependant, la signature du Traité de Paris, qui consacre l'indépendance des treize colonies américaines, ne signifie pas que l'Angleterre va se désintéresser complètement d'elles.

Ces dernières doivent maintenant s'organiser en conséquence. Citons le même [document](#) :

La Révolution consacre le principe de souveraineté (= pleine indépendance) des treize anciennes colonies : celles-ci vont dès lors se doter d'institutions propres, marquées par de nombreuses spécificités. L'esclavage en est une : aboli (immédiatement ou progressivement) dans les États septentrionaux, il reste largement de mise dans le Sud, où les Constitutions ne mentionnent d'ailleurs pas la liberté parmi les droits humains fondamentaux.

La diversité des évolutions locales menace toutefois la survie du pays à long terme. La mise en place d'une autorité collective s'impose : ce rôle revient à la seule institution fédérale existante — le Congrès. Un débat serré s'organise alors, opposant partisans de la stricte autonomie des États et tenants d'une union politique plus étroite. Les premiers l'emportent tout d'abord : une Constitution, établie en 1781, crée une Confédération très lâche entre les treize États. Mais celle-ci ne parvient pas à juguler la crise économique qui frappe la jeune nation américaine dès 1785; la nécessité d'une union plus forte se fait impérieuse.

En 1787, une nouvelle Constitution est rédigée à Philadelphie par les «Pères fondateurs», regroupés sous la présidence de Georges Washington. Cette Constitution, toujours en vigueur aujourd'hui, se caractérise :

1. par le fait qu'elle se présente comme émanant du peuple (« *We, the people of the United States,...* »);

2. par une limitation des prérogatives concédées au peuple pour éviter une trop grande domination du peuple au détriment des élites ou de la stabilité de l'État (élection indirecte du Président, absence de contrôle sur la nomination des juges de la Cour Suprême...);
3. par un fédéralisme expérimental inédit, qui préserve les intérêts des petits États (bicaméralisme : le Congrès comprend une Chambre des Représentants, où les États disposent d'un nombre de députés proportionnel à leur population, et un Sénat, où chaque État dispose de deux sénateurs);
4. par la séparation et l'indépendance des pouvoirs (législatif, exécutif, judiciaire), considérés comme d'égale valeur; mais aussi par l'occultation de la question de l'esclavage, et de la définition des libertés civiles.

En 1789, les membres élus des deux assemblées élisent Georges Washington comme premier président. La Constitution de 1787 entre alors en vigueur.

Toutefois, un élément essentiel de cette Constitution n'est pas mentionné dans ce texte. Il nous intéresse tout particulièrement, car il s'agit de la façon dont la monnaie américaine va être émise et contrôlée.

[L'article 1^{er}](#), et le fait que cela figure dans cette position témoigne de l'importance de ces dispositions, stipule (section 8, paragraphe 5) :

Le Congrès aura le pouvoir :

- De lever et de percevoir des taxes, droits, impôts et excises, de payer les dettes et pourvoir à la défense commune et à la prospérité générale des États-Unis; mais lesdits droits, impôts et excises seront uniformes dans toute l'étendue des États-Unis;
- De faire des emprunts sur le crédit des États-Unis;
- De réglementer le commerce avec les nations étrangères, entre les divers États, et avec les tribus indiennes;

- D'établir une règle uniforme de naturalisation et des lois uniformes au sujet des faillites applicables dans toute l'étendue des États-Unis;
- De battre monnaie, d'en déterminer la valeur et celle de la monnaie étrangère, et de fixer l'étalon des poids et mesures;
- D'assurer la répression de la contrefaçon des effets et de la monnaie en cours aux États-Unis;

Il n'y a, dans cette loi fondamentale, aucune ambiguïté. **C'est bien le Congrès, et le Congrès seul, qui peut battre la monnaie américaine.** Force est de constater, dans ce qui suit, que ce ne fût, à deux exceptions notables près, jamais le cas. Pour cela, citons à nouveau Hong Bing Song et *La Guerre des monnaies* : *«Je crois fermement que les institutions bancaires sont une plus grande menace pour notre liberté que des armées dressées. Elles ont déjà créé une aristocratie de l'argent et elles méprisent le gouvernement. Le droit d'impression et d'émission (de la monnaie) doit être repris des mains des banquiers, il devrait appartenir à leur propriétaire légitime : le peuple.»* Thomas Jefferson, troisième président des États-Unis, 1802.

Chapitre 6

La banque des États-Unis

Né dans les Antilles britanniques, Alexander Hamilton devint un personnage important du fait des relations étroites qu'il entretenait avec les Rothschild. Un reçu de paiement archivé dans les collections du *British Museum* prouve qu'il a bien été financé par eux. Il débarqua à New York sous une fausse identité puis épousa la fille d'un sénateur. En 1789, Hamilton fut nommé premier Secrétaire au Trésor des États-Unis par Washington. À cette époque, il fallait faire face aux graves conséquences économiques de la guerre d'indépendance et à la crise de la dette. Hamilton recommanda vivement au Congrès de mettre en place une banque centrale privée semblable à la Banque d'Angleterre, qui remplirait les fonctions d'émission de la monnaie. Ses grandes orientations étaient les suivantes : la banque centrale sera privée, son siège sera établi à Philadelphie puis elle créera des agences un peu partout ; l'argent du gouvernement et ses recettes fiscales seront déposés dans cette banque. Celle-ci sera responsable de l'émission de la monnaie pour le pays, afin de répondre aux besoins du développement économique, prêtera à intérêts au gouvernement. Le capital social sera de dix millions de dollars, dont 80 % des parts seront détenues par des entités privées et 20 % par l'État. À son Conseil d'administration, 20 membres sur 25 seront élus par les actionnaires et 5 seront nommés par l'État. Hamilton représentait clairement les intérêts de l'élite. On lui doit les observations suivantes : *« Toutes les sociétés sont divisées en deux groupes : le premier sera composé de peu de personnes, le second en contiendra beaucoup. Les premiers seront de bonne naissance et fortunés, les seconds formeront la foule ; et la foule apporte instabilité et changement ; elle ne sait porter de bon jugement et prend rarement de bonnes décisions. »* Jefferson, quant à lui, représentait les intérêts des masses. Il commenta ainsi le point de vue d'Hamilton : *« Nous tenons ces vérités comme allant de soi : les hommes sont créés égaux, ils sont dotés par leur Créateur de droits inaliénables, comme le droit à la vie, à la liberté et à la poursuite du bonheur. »* Les deux parties étaient diamétralement opposées sur la question du système de la banque privée centrale. Hamilton considérait que *« si on n'allie pas les intérêts*

des personnes riches aux crédits sur leur richesse, la société ne peut réussir» et que «la dette publique, si elle n'est pas excessive, doit contribuer au bien-être de notre pays.» Ce à quoi Jefferson répliqua : «Une banque centrale privée qui émet la monnaie publique du peuple est une menace plus grave pour sa liberté qu'une armée dressée. Nous ne pouvons tolérer que la dette permanente de ceux qui gouvernent soit imposée au peuple.» En décembre 1791, lorsque le projet de loi d'Hamilton fut soumis au Congrès, il suscita un vif débat. Finalement, le Sénat l'adopta à une courte majorité, et la Chambre des représentants l'approuva (39 voix pour et 20 voix contre). Le président George Washington était alors accablé par la crise de la dette; dans un moment de grande hésitation, il sollicita l'avis des secrétaires d'État Jefferson et Madison, qui lui démontrèrent clairement que cette proposition était en contradiction flagrante avec la Constitution, qui autorise le Congrès à émettre la monnaie, mais en aucun cas à donner ce pouvoir à une quelconque banque privée. Washington, profondément touché, décida d'opposer son veto au projet de loi. Apprenant cette nouvelle, Hamilton courut faire pression sur Washington, et il sembla être plus persuasif, affirmant la nécessité d'une banque centrale privée pour obtenir une participation étrangère au capital, faute de quoi le gouvernement échouerait rapidement. Finalement, submergé et acculé par la crise qui menaçait ses projets à long terme, le Président Washington signa, le 25 février 1791, l'autorisation de la création de la première banque centrale privée, avec une licence d'exploitation limitée à vingt ans. Les banques internationales remportèrent ainsi leur première victoire majeure! En 1811, les capitaux étrangers représentaient 70 % des 10 millions de dollars qui constituaient le capital social de cette première banque centrale américaine. La Banque d'Angleterre et Nathan Rothschild devinrent les principaux actionnaires de la *First Bank of the United States*. Hamilton s'enrichit considérablement. La *First Bank* fusionna plus tard avec la *Manhattan Company* d'Aaron Burr et devint la première banque de Wall Street. Entre 1791, date de sa création, et 1796, en l'espace de seulement cinq ans, la dette publique américaine augmenta de 8,2 millions de dollars. Jefferson, bouleversé, déclara en 1798 : *«J'espère vraiment qu'on pourra ajouter un amendement constitutionnel visant à abolir le pouvoir d'emprunter du gouvernement fédéral.»* Après son élection comme troisième président des États-Unis (1801-1809), Jefferson ne s'épargna aucun effort pour tenter d'abroger la *First Bank*. Quand sa licence de vingt ans arriva à expiration en 1811, la lutte entre les deux partis atteignit son paroxysme. 65 voix de la Chambre des députés rejetèrent la proposition d'étendre l'autorisation de la Banque, tandis

que 64 votèrent «pour». Au Sénat, équilibre parfait, 17 voix «pour» et 17 voix «contre». Le vice-président George Clinton les sortit de l'impasse et opposa un veto décisif : le 3 mars 1811, la *First Bank of the United States* dut fermer. Nathan Rothschild, installé à Londres, apprit la nouvelle et entra dans une fureur terrible. Il menaça en ces termes : «*Ou bien les États-Unis étendent leur autorisation, ou bien ils devront faire face à une guerre des plus désastreuses.*» Le gouvernement des États-Unis y fut insensible et Nathan réagit immédiatement : «*Donnons à ces Américains présomptueux une bonne leçon, renvoyons-les à l'époque coloniale.*» De ce fait, quelques mois plus tard, la guerre anglo-américaine de 1812 éclata. Elle dura trois ans, pendant lesquels le but des Rothschild était très clair : frapper jusqu'à ce que le gouvernement américain soit criblé de dettes. Le mettre à genoux de force et l'obliger à autoriser à nouveau la création d'une banque centrale privée. La dette du gouvernement américain passa de 45 à 127 millions de dollars, et celui-ci déposa finalement les armes en 1815. Le 5 décembre 1815, le président Madison suggéra la création d'une seconde banque centrale privée. En 1816, la *Second Bank of the United States* voyait le jour.

Le rebond des banquiers internationaux : la *Second Bank of the United States* (1816-1832)

«*Tous ces doutes et toutes ces craintes ne font que prouver l'étendue de la domination que les institutions bancaires ont obtenue sur les esprits de nos concitoyens, et en particulier sur ceux qui habitent les villes et autres places bancaires; et cette domination doit être brisée, sinon elle nous brisera.*» Jefferson, dans une lettre à Monroe (cinquième président des États-Unis), 1815.

La *Second Bank of the United States* obtint une licence d'exploitation de vingt ans également, et cette fois-ci, son capital fut porté à 35 millions de dollars, dont 80 % de capitaux privés et 20 % pour l'État. Tout comme la *First Bank*, les Rothschild en prirent le contrôle. En 1828, Andrew Jackson participa à la campagne présidentielle. Dans un discours, affrontant les banquiers, il déclara : «*Vous êtes un nid de vipères. J'ai l'intention de vous déloger et, par l'Éternel, je vous délogerai. Si seulement le peuple était conscient de l'injustice flagrante de notre monnaie et de notre système bancaire, il y aurait une révolution avant demain matin.*» Quand Andrew Jackson est élu Président en 1828, il est déterminé à éliminer la *Second Bank*. Il fit remarquer : «*Si la Constitution*

autorise le Congrès à émettre la monnaie, c'est pour qu'il exerce ce pouvoir, et non pour qu'il le donne à qui que ce soit ou à une quelconque entreprise.» En 1832, le président Jackson est en lice pour sa réélection. S'il est réélu, la *Second Bank* expirera durant son mandat en 1836. Or, tout le monde sait ce qu'il en pense. Pour éviter que les choses ne se compliquent au fur et à mesure que le temps passe, la banque veut profiter de la confusion préélectorale pour obtenir une prolongation des droits d'exploitation de vingt ans. Au même moment, les banquiers subventionnent le concurrent de Jackson, Henry Clay, en lui versant trois millions de dollars. Le slogan de la campagne de Jackson est : « Jackson et pas de banque ». Il l'emporte à une écrasante majorité. Cependant, malgré son élection, la prolongation de la licence d'exploitation de la banque est adoptée au Sénat à 28 voix contre 20. À la Chambre des représentants, c'est également un succès avec 167 voix contre 85. Le président de la *Second Bank*, Nicholas Biddle, dispose du soutien du puissant empire financier des Rothschild et ne prend pas le Président du pays au sérieux. Quand on discuta du veto que Jackson allait peut-être opposer, Biddle déclara : « *Si Jackson met son veto, je lui opposerai le mien* ». Naturellement, le président Jackson mit son veto à la prolongation de la *Second Bank* et alla même jusqu'à ordonner à son ministre des Finances de retirer toutes les économies du gouvernement du compte bancaire et de les transférer dans des banques d'État. Le 8 janvier 1835, le président Jackson avait terminé de rembourser la dette publique; c'est la seule fois de l'histoire des États-Unis où la dette est retombée à zéro. De plus, l'État disposait même d'un excédent de 35 millions de dollars. Les historiens commentent ainsi cette immense réussite : « *C'est le plus bel honneur du Président, et c'est aussi la plus grande contribution qu'il ait apportée à ce pays.* » *The Boston Post* le compare même à Jésus chassant les marchands du temple!

Le 30 janvier 1835, Jackson fut victime d'une tentative d'assassinat. Un certain Richard Lawrence, un peintre venu d'Angleterre, l'avait suivi alors qu'il se rendait aux funérailles d'un membre du Congrès. Il lui tira dessus, mais ses deux revolvers s'enrayèrent. **À son procès, Richard Lawrence fut considéré comme «dérangé», ce qui mit un terme à l'audience.**

Au sujet de cette tentative d'assassinat, Stephen Goodson dit qu'elle a été perpétrée par un certain «Richard Lawrence, agent de Rothschild»

Le 8 juin 1845, Jackson décède et on grava sur sa tombe, à sa demande, l'épithaphe « J'ai tué la banque ».

Ceci constitue la première « reprise en main » de la monnaie américaine, mais La City n'avait pas dit son dernier mot.

Chapitre 7

L'influence de la Franc-Maçonnerie américaine sur la finance

La franc-maçonnerie a joué son rôle le plus important en Amérique avant l'indépendance des colonies américaines. On trouve les premières traces d'une loge implantée à Boston en 1704, mais elle n'apparaît officiellement qu'en 1733 dans le Massachusetts. Elle arrive en Amérique avec les mouvements migratoires, principalement en provenance de l'Angleterre où elle s'est développée dès le début du XVIII^e siècle. La franc-maçonnerie américaine est sous la tutelle de la Grande Loge unie d'Angleterre et elle le restera même après l'indépendance. Benjamin Franklin imprimera les Constitutions d'Anderson (du nom d'un pasteur anglais membre fondateur de la Grande Loge unie d'Angleterre) et qui sont considérées comme un texte fondateur.

Cependant, elle se divise en deux comme l'a fait la franc-maçonnerie anglaise entre « anciens » et « modernes » et cette division s'accroît lors de la guerre d'indépendance. La Grande Loge de Saint John était résolument dans le camp des modernes alors que la Grande Loge du Massachusetts, dans celui des anciens, bien que toutes les deux soient à Boston. C'est d'ailleurs de la loge Saint-André de Boston que partira la « *Boston Tea Party* ». Le site [«terres des thés»](#) en fait le récit suivant :

Le soir du 16 décembre 1773, dans le port de Boston, un groupe de colons américains, membres des Fils de la Liberté, prennent d'assaut trois navires de la Compagnie des Indes orientales, le *Dartmouth*, le *Eleanor* et le *Beaver*. Ces navires, qui ont accosté dans le port quelques jours plus tôt, sont alors majoritairement chargés de cargaisons de thé chinois ayant transité à Londres.

Dans la soirée, un groupe de colons déguisés en Amérindiens Mohawks (symbole de la lutte d'un peuple pour sa liberté) montent à bord de trois navires. Ils brisent

les caisses de thé et jettent leur contenu par-dessus bord. En moins de trois heures, 342 caisses de thé, soit plus de 45 tonnes, sont ainsi immergées dans le port.

La cargaison, estimée à plus de 1700 000 dollars actuels, représentait une fortune considérable à l'époque. Les récits historiques soulignent l'audace et la précision de l'opération : aucun des navires ne fut endommagé, à l'exception d'une serrure brisée, rapidement remplacée le lendemain. Cet évènement, qui rassembla des milliers de témoins, eut des répercussions considérables, déclenchant une onde de choc qui allait mener inexorablement à la Révolution américaine.

Cette journée de révolte ne fut que bien plus tard nommée *Boston Tea Party*, aux alentours de 1820.

Réaction à la *Boston Tea Party*

En réponse à la révolte des colons, notamment celle de la *Boston Tea Party*, le roi George III d'Angleterre adopte une série de mesures punitives à l'encontre de la colonie du Massachusetts, connues sous le nom de « Lois intolérables ».

Ces lois incluent la fermeture du port de Boston jusqu'à ce que les dommages causés par la destruction du thé soient intégralement remboursés, ainsi que d'autres dispositions visant à renforcer le contrôle britannique.

Face à ces mesures répressives, les autres colonies apportent leur soutien au Massachusetts et prennent conscience de la menace que représente l'autorité britannique. En 1774, les représentants de douze des treize colonies se réunissent lors du Premier Congrès continental à Philadelphie. Cette assemblée marque une étape cruciale dans l'union des colonies et leur opposition grandissante à la politique de la Couronne britannique.

De son côté, le site [« l'edifice »](#) précise le côté « maçonnerie » de la *Boston Tea Party* :

Mais ce que l'on sait moins d'ordinaire, c'est que le rôle des frères fut important dès la *Boston Tea Party* de 1773. Paul Revere, héros de la première bataille de la Guerre d'indépendance (*Lexington & Concord* du 19 avril 1775) et dont un poème

épique raconte la chevauchée était un éminent franc-maçon bostonien qui devint même par la suite Grand-Maître de la Grande Loge du Massachusetts. Il a bien entendu été l'un des organisateurs de la *Boston Tea Party*.

Car ce coup de main a été organisé par une association à demi secrète qui s'appelait Les Fils de la Liberté (*Sons of Liberty*). Et il est maintenant avéré qu'une bonne partie des membres de cette association étaient également membres de la Franc-Maçonnerie.

D'ailleurs, sur les 60 acteurs de la *Boston Tea Party* il est certain que 10 des participants étaient francs-maçons. Un grand nombre de participants n'ayant pu être identifiés (ils étaient déguisés en Indiens), il est certain qu'un nombre bien plus important de frères de la loge bostonienne étaient présents, mais cela n'a pu être prouvé de façon définitive.

Il faut savoir que la Franc-Maçonnerie (née en Angleterre en 1717) fut importée aux États-Unis dans les bagages des colons britanniques autour de 1730. Elle touche en premier les nobles et les élites. Le premier acte connu est l'inauguration du *Masonic Hall* de Philadelphie en 1735 avec tout ce que la ville compte de personnalités importantes dont... Benjamin Franklin lui-même (Franklin était frère depuis 1731!).

Mais à partir de 1751 se crée une Grande Loge selon les Anciennes Institutions (appelée Grande Loge des Anciens) par des immigrants irlandais ruinés ne trouvant pas la solidarité escomptée dans la plus chic Grande Loge dite des Modernes (pourtant créée en 1717).

En 1757, une loge est établie à Philadelphie sous l'obédience des Anciens et en 1760 la première Grande Loge des Anciens américaine est créée à Philadelphie.

Alors que les francs-maçons issus de la Grande Loge des Modernes seront plutôt favorables aux britanniques (plusieurs Grands Maîtres devront fuir précipitamment...) c'est bien autour de la maçonnerie des Anciens que vont s'organiser les *Patriots* américains. Le recrutement auprès des boutiquiers, des employés et plus généralement des classes dites « inférieures » de la société américaine effectué par les Anciens, favorisait incontestablement la cause des *Insurgents*.

D'ailleurs en 1800, la Franc-Maçonnerie des Anciens était très largement majoritaire aux États-Unis.

Les deux maçonneries, des Anciens et des Modernes, fusionneront en 1813 (fondation de la Grande Loge unie d'Angleterre).

De plus, il est prouvé que le 16 décembre 1773 les frères de la loge Saint Andrew devaient se retrouver pour leur réunion habituelle (appelée «tenue»). Or cette tenue fut annulée au dernier moment... Pourquoi? Mais tout simplement pour permettre sinon d'organiser, du moins de participer à l'opération qui sera surnommée plus tard la *Boston Tea Party*.

Comment d'ailleurs aurait-il pu en être autrement lorsqu'on sait que ces Enfants de la Liberté étaient présidés par Joseph Warren, par ailleurs Vénérable Maître de la Loge Saint Andrew?

Et que, outre Paul Revere dont j'ai parlé plus haut, de nombreux frères comme Joseph Webb, colonel du régiment de Boston, étaient membres à la fois de la Loge Saint Andrew et des Fils de la Liberté. Joseph Warren, lui, mourra à la bataille de Bunker Hill en 1775.

Ce fut l'engagement maçonnique le plus important, car, même si la plupart des «pères» de la Constitution de 1787 étaient francs-maçons, leur influence semble être restée limitée dans le domaine de la finance.

Chapitre 8

La montée en puissance de la famille Rothschild

À l'origine, la famille Bauer résidait à Francfort et se livrait essentiellement au commerce de l'or.

Elle prit le nom de Rothschild en raison du bouclier rouge (ville de Francfort) auquel Mayer Amschel avait ajouté cinq flèches d'or symbolisant ses cinq fils. En allemand, *schild* signifie bouclier et *roth* le rouge. D'où le nouveau nom de la famille.

Voici ce qu'écrivit Hong Bing Song :

Mayer Amschel Rothschild, le véritable fondateur de la dynastie, a grandi à l'ère de la révolution industrielle en Europe, quand le secteur financier connaissait une prospérité sans précédent. À cette époque, les nouvelles idées et pratiques financières rayonnent dans toute l'Europe à partir de l'Angleterre et des Pays-Bas. Dans le sillage de la fondation de la Banque d'Angleterre, en 1694, des concepts et des usages beaucoup plus complexes que par le passé commencent à être introduits par une foule de banquiers aventureux. Au cours du XVII^e siècle, le concept d'argent et la forme qu'il revêt subissent de profonds changements. Entre 1694 et 1776 (année de publication par Adam Smith de *La Richesse des Nations*), le montant des billets émis par les banques dépasse pour la première fois dans l'histoire de l'humanité celui de la monnaie métallique en circulation. Chemins de fer, mines, construction navale, machines, textile, armée, énergie et autres industries émergentes connaissent des besoins de financement sans précédent. L'ancien système traditionnel des orfèvres banquiers, avec leur capacité limitée de financement, apparaît de plus en plus inefficace. Les Rothschild, au nom des banquiers émergents, ont saisi cette occasion historique et piloté entièrement à leur avantage la tendance historique de l'industrie financière moderne.

Nathan (1777-1836) est le troisième fils de Mayer Amschel Rothschild, le plus opiniâtre des cinq garçons du banquier de Francfort. En 1798, son père l'envoya

en Angleterre pour y établir une banque. Nathan était un banquier résolu et très perspicace, dont personne n'arrivait à saisir la personnalité. Capable de prendre des décisions imprévisibles et déroutantes, il était doté d'un incroyable talent financier qui lui permit de se hisser, dès 1815, à la tête de l'oligarchie bancaire londonienne. Amschel (1773-1855), le frère aîné de Nathan, resta à Francfort pour prendre soin du bastion familial de la banque en Allemagne (M. A. Rothschild & Söhne). Son cadet, Salomon (1774-1855), fonda une autre branche de la banque à Vienne (S. M. Von Rothschild). Le quatrième fils, Kalmann, «Cari», (1788-1855), fut chargé d'ouvrir la branche de Naples. Et le benjamin, James (1792-1868), celle de Paris (MM. de Rothschild Frères). C'est ainsi que la famille Rothschild créa le premier groupe bancaire international. En 1815, les cinq frères suivirent attentivement les développements des guerres napoléoniennes en Europe. C'était une période importante qui allait décider du sort du continent. Si Napoléon remportait la victoire finale, les Français deviendraient sans aucun doute les maîtres de l'Europe. Mais si le duc de Wellington parvenait à vaincre l'armée française, c'est le Royaume-Uni qui pèserait dans la balance du pouvoir parmi les grandes puissances européennes. Dès avant la guerre, la famille Rothschild, très visionnaire, avait établi son propre système de collecte de renseignements. Précurseurs de l'intelligence économique, les Rothschild mirent sur pied un vaste réseau d'espionnage industriel, composé d'une multitude d'agents secrets. Ces derniers, baptisés «les enfants», collectaient les informations stratégiques. En poste dans les capitales européennes, les grandes villes, les centres marchands importants et les quartiers d'affaires, présents dans une grande variété d'activités, aussi bien commerciales que politiques, ils faisaient la navette entre Londres, Paris, Francfort, Vienne et Naples. L'efficacité de ce service de renseignements privé surpassait de loin tous les réseaux concurrents, qu'ils soient officiels ou non, tant par sa vitesse d'action que par sa précision. Cette organisation permit à la banque Rothschild d'obtenir un avantage décisif dans presque tous les secteurs concurrentiels de la finance internationale. Les Rothschild étaient partout : leurs voitures arpentaient les routes, leurs bateaux voguaient sur les canaux, l'ombre de leurs agents se déplaçait sans bruit dans les rues des capitales. Outre les valises de billets, les messages ou les courriers confidentiels, ils étaient surtout chargés de récolter des informations exclusives sur les plus récents mouvements sur le marché des matières premières et la bourse. Mais aucune information n'était plus précieuse que le dénouement de la bataille de Waterloo.

Mais les Rothschild étaient également très actifs en Amérique durant les guerres napoléoniennes.

Goodson écrit sur ce sujet :

Pendant ce temps, des agents provocateurs de Rothschild répandaient le mécontentement en Amérique du Nord. Afin de provoquer les Américains, les Britanniques commencèrent à interférer avec les échanges commerciaux de l'Amérique avec la France, qui avait elle-même imposé un blocus commercial contre l'Angleterre. Comme la Royal Navy était à court de marins, ils se livrèrent à un enrôlement forcé de marins américains. Ils fournirent également des armes aux tribus indiennes, en particulier au chef des Chanouanons, Tecumseh, afin de ralentir l'expansion des pionniers vers l'Ouest. Les Américains, de leur côté, montraient leur désir de s'emparer d'une partie du Canada.

Parallèlement, Perceval (grand chancelier de l'Échiquier) faisait face à une pression croissante de la part de Nathan Rothschild pour déclarer la guerre aux États-Unis. Il refusa. L'armée britannique était déjà embourbée dans une situation sans issue en Espagne et au Portugal (guerre d'indépendance espagnole, 1808-1814). Aux prises avec les forces de Napoléon, il n'avait donc aucune envie d'impliquer davantage de troupes et de moyens, tout cela financé par davantage de prêts bancaires à intérêts, rien que pour préserver les intérêts bancaires de Rothschild en Amérique.

Perceval fut assassiné le 11 mai 1812 dans le hall de la Chambre des Communes par un certain John Bellingham. **Le procès dura trois jours et la défense plaida la folie** (comme pour la tentative d'assassinat d'Andrews Jackson quelques années plus tard), mais la Haute Cour criminelle le condamna à la pendaison. Goodson ajoute : *« la brièveté du procès fut probablement due à la nécessité d'empêcher toute fâcheuse révélation. Comme de coutume avec ce type d'assassinat, la théorie de "l'assassin solitaire" doit être préservée à tout prix. »*

Peu de temps après, le décret interdisant aux nations de commercer avec la France fut révoqué.

À La City, les guerres napoléoniennes avaient provoqué une redistribution des cartes grâce à un véritable « coup de bourse » de Nathan Rothschild.

Hong Bing Song raconte :

C'est le 18 juin 1815 que débute la confrontation, en périphérie de Bruxelles, entre la France et l'Angleterre. Il ne s'agit pas seulement d'un duel entre les armées de Napoléon et de Wellington, mais aussi d'un énorme pari entre des milliers d'investisseurs, où les gains peuvent être immenses et les pertes colossales. À la bourse de Londres, l'ambiance est d'une tension extrême. Tout le monde attend avec impatience les résultats définitifs de la bataille. L'enjeu est le suivant : si l'Angleterre est vaincue, le cours des bons du Trésor britannique s'effondrera, mais si elle gagne, il atteindra des sommets. Alors que les deux armées sont engagées dans une lutte à mort, les espions des Rothschild recueillent auprès d'elles, avec une certaine nervosité, des précisions sur l'avancement des combats. D'autres espions sont chargés de rapporter la situation jusqu'au poste de commandement de Rothschild, positionné au plus près de l'action. La défaite de Napoléon fut finalement annoncée le 19 juin. Rothworth, l'un des coursiers des Rothschild, témoin des combats, partit immédiatement à cheval en direction de Bruxelles, d'où il fut transféré vers le port d'Ostende. Il était déjà tard quand Rothworth monta à bord d'un clipper des Rothschild disposant d'un sauf-conduit. La Manche était particulièrement agitée ce soir-là, mais un marin accepta, pour 2 000 francs, de lui faire traverser le détroit en pleine nuit. Quand Rothworth débarqua aux premières lueurs de l'aube sur les rives anglaises de Folkestone, en ce 20 juin 1815, Nathan Rothschild l'attendait en personne. Il décacheta l'enveloppe, parcourut le rapport top secret, puis fila tout droit à la Bourse de Londres. Quand Nathan pénétra dans la salle des marchés, la foule anxieuse et excitée qui attendait le compte-rendu de la bataille se tut et tous les regards se tournèrent vers lui. Mais son visage resta impassible et personne ne put y déchiffrer le moindre indice. Nathan rejoignit sa position habituelle près de ce que l'on appellerait plus tard la « colonne Rothschild ». Son visage de marbre ne laissait filtrer aucune émotion. Le brouhaha qui régnait habituellement en ce lieu s'était dissipé. Dans l'expression des yeux de Nathan reposait le devenir de chacun. Au bout d'un moment, il envoya discrètement un clin d'œil appuyé à ses traders, qui se ruèrent sans mot dire à leurs postes et commencèrent à vendre les consols, les emprunts d'État britanniques. Quelques personnes échangèrent des mots à voix basse, mais l'assemblée, dans

son ensemble, restait perplexe. Soudain, un remue-ménage se mit à secouer la salle de marché et, par centaines de milliers de livres sterling, les consols furent jetés sur le marché. Leur cours se mit à baisser. Puis, telle une vague déferlante, il s'effondra. Nathan, imperturbable, était toujours appuyé contre sa colonne. Enfin, quelqu'un dans la salle des marchés s'exclama : « Rothschild sait ! Rothschild sait ! Wellington a perdu ! » Un électrochoc traversa la bourse et les ventes se muèrent en panique. La soudaine perte de raison des spéculateurs les transforma en moutons de Panurge. Tout le monde voulait se débarrasser des obligations britanniques qui avaient déjà perdu une grande partie de leur valeur. Après plusieurs heures de vente affolée, les consols étaient désormais relégués au rang de titres pourris, ne conservant que 5 % de leur valeur nominale. Depuis le début, Nathan observait la scène avec indifférence. Ses yeux clignèrent à nouveau, mais pour envoyer cette fois un message complètement différent à ceux qui étaient formés à ce mode de communication crypté. Les traders qui l'entouraient retournèrent à leurs postes et commencèrent à acheter tout le papier obligataire disponible sur le marché. Le 21 juin, à 23 h, l'envoyé de Wellington, Henry Percy, arriva à Londres, rapportant la nouvelle qu'après huit heures de lutte acharnée, l'armée de Napoléon avait été défaite, enregistrant la perte d'un tiers des soldats français. Cette information parvint avec plus d'un jour de retard sur le coursier de Nathan. Et au cours de cette seule journée, Nathan avait multiplié sa richesse par vingt, dépassant tout ce que Wellington et Napoléon avaient gagné à eux deux durant les dernières décennies de guerre. Grâce à la bataille de Waterloo, Nathan devint le plus grand créancier du gouvernement britannique. Il régnait désormais sur les futures émissions obligataires du Royaume-Uni, puisqu'il dirigeait lui-même la Banque d'Angleterre. Les obligations britanniques constituèrent la base fiscale à venir du gouvernement, et la contribution à toutes sortes d'impôts devint une forme déguisée de taxation au profit de la banque Rothschild. Les dépenses britanniques furent couvertes par l'émission d'obligations ; autrement dit, le gouvernement ne voulant pas émettre du papier monnaie il devait emprunter à des banques privées, le tout à un taux d'intérêt fixé à 8 %, le principal et les intérêts étant réglés en or. Quand Nathan s'appropriait un certain nombre d'obligations, il en manipulait en fait le cours. Il manipulait également la masse monétaire de tout le Royaume-Uni, et la bouée de sauvetage économique du pays était placée entre ses mains. Nathan, complaisant, ne faisait pas mystère de la fierté qu'il éprouvait de sa conquête de l'Empire britannique : « *Je me fiche*

de savoir quelle marionnette est placée sur le trône d'Angleterre pour diriger l'Empire sur lequel le soleil ne se couche jamais. Celui qui contrôle la masse monétaire de la Grande-Bretagne contrôle l'Empire britannique; et, je contrôle la masse monétaire britannique.»

Le montant total des emprunts obligataires était si considérable que jamais **la Banque d'Angleterre ne put les racheter et resta sous le contrôle des Rothschild**. À l'issue de cette séquence, on peut dire que Rothschild contrôlait La City.

La City vise le contrôle exclusif du dollar

La fin de la seconde banque des États-Unis fut le début d'une période de création monétaire sans dette, analogue à ce que faisaient les colons avant 1764.

Les deux tentatives faites par le Congrès et soutenues par Henry Clay, ancien speaker de la Chambre des Représentants et suspecté d'être un agent des Rothschild échouèrent, car le successeur d'Andrew Jackson, John Tyler (1841-1845) mit son veto. On revint pendant plusieurs décennies au système utilisé par les colonies américaines avant l'indépendance, à savoir l'absence de banque centrale et l'émission de billets par des banques locales sans dette ni intérêts à verser.

Durant la guerre de Sécession, pour financer ses dépenses militaires, Abraham Lincoln fit imprimer en 1862 des «*greenback dollars*». Il le fit sur le conseil d'un de ses amis, le colonel Dick Taylor. Après la guerre, il lui adressa publiquement une lettre de remerciements dont voici un passage :

Vous m'avez alors dit : «Pourquoi ne pas émettre des billets du Trésor sans intérêt, imprimés sur le meilleur des papiers bancaires? En émettre suffisamment pour payer les dépenses militaires et en faire la monnaie légale» Chase [de la banque Chase ndr] pensait que c'était une initiative hasardeuse, mais nous l'avons finalement accomplie et donné au peuple de cette République la plus grande bénédiction qui soit leur propre papier-monnaie pour payer leur propre dette. C'est à vous que nous le devons, le père de l'actuel billet vert que le peuple

devrait connaître et je prends un immense plaisir à le faire savoir.

Hélas pour Abraham Lincoln, comme l'écrit Stephen Goodson, « *sa défiance à l'égard de Lionel Rothschild et de son oncle James provoqua son assassinat la nuit du 15 avril 1865 par John Wilkes Booth (de son vrai nom Botha) à la demande de l'agent local de Rothschild se nommant Rothberg.* »

Jusqu'en janvier 1873, la monnaie américaine était bimétallique, garantie par l'or et l'argent. D'après le témoignage sous serment de M. Frederick A. Luckenbach le 9 mai 1892, **la démonétisation de l'argent provenait d'une décision de la banque d'Angleterre qui avait soudoyé des membres du Congrès dans ce but.** Ceci est resté sous le nom du « crime de 1873 » et montre une fois de plus l'implication de La City dans la monnaie américaine.

À noter qu'il se passa une chose identique en Allemagne en 1871 lorsque le gouvernement arrêta sans explication de frapper le thaler. Beaucoup de gens pensent que ces deux opérations étaient synchronisées afin de renforcer l'étalon-or au profit de Rothschild.

À noter également au rang des coïncidences curieuses que l'*executive order* d'Abraham Lincoln autorisant le « *green back dollar* » est daté du 4 juin 1863 et que celui de JF Kennedy instituant le « *silver dollar* » est daté du 4 juin 1963. **Leurs destins connurent une curieuse similitude...**

Chapitre 9

La création de la Réserve fédérale et la victoire de La City

S'il ne fallait retenir qu'une seule date dans la longue histoire de La City de Londres, ce serait celle du 23 décembre 1913. En effet, rarement autant d'événements ne se sont produits et d'une telle importance internationale, pour ne pas dire mondiale, qui ne soient liés à la création du système dit « des réserves fédérales ».

Voici ce que disait Woodrow Wilson ;

Une grande nation industrielle est contrôlée par son système de crédit. Notre système de crédit est concentré dans le privé. La croissance de la nation, en conséquence, ainsi que toutes nos activités, est entre les mains de quelques hommes [...]. Nous avons restreint le crédit, nous avons restreint les opportunités, nous avons contrôlé le développement, et nous en sommes venus à être l'un des gouvernements les plus mal dirigés du monde civilisé, l'un des plus complètement contrôlés et dominés, non par la conviction et le vote de la majorité, mais par l'opinion et la force d'un petit groupe d'hommes dominants.

Était-il de bonne foi en disant cela ?

Cette énigme demeure toujours, car il fut, en tant que 28^e Président des États-Unis, celui qui permit que soit adopté le *Federal Reserve Act* **qui allait permettre à un tout petit nombre de banquiers privés de contrôler la totalité de l'émission de la monnaie américaine**. Était-il naïf au point de ne pas avoir réalisé que ce qu'il dénonçait si ardemment serait exactement ce qu'il allait contribuer à mettre en place ?

En préambule, Hong Bing Song écrit :

Il n'est pas exagéré de dire qu'aujourd'hui encore, en Chine, peu d'économistes savent que la Réserve fédérale (ou simplement la Fed) est une banque centrale privée. Elle n'a, en fait, rien de « fédéral », pas plus qu'elle n'exerce d'activité de « réserve », et l'on ne peut pas non plus la considérer comme une « banque ». La plupart des Chinois pensent que c'est évidemment le gouvernement américain qui imprime les dollars, alors que la réalité est tout autre : il ne dispose même pas de ce droit ! En effet, après l'assassinat du Président Kennedy, en 1963, le gouvernement des États-Unis a perdu le seul droit qu'il lui restait d'émettre de la monnaie adossée à l'argent. S'il voulait obtenir des dollars, il fallait compter sur les impôts à venir des Américains (les bons du Trésor) qu'il donnerait en garantie à la Réserve fédérale pour que celle-ci émette « les billets fédéraux », autrement dit les dollars US. Alors, qu'est-ce vraiment que la Fed ? Quelles sont ses origines ? Ces questions relèvent de la zone interdite dans les milieux académiques et universitaires, lesquels ont passé un accord tacite à ce sujet. Pendant que les médias se lancent dans de longs débats sur le « mariage gay » ou d'autres sujets d'importance relative, on ne parle quasiment jamais de la question qui se trouve au cœur de la vie quotidienne de chaque individu, et qui concerne chaque centime de revenu, chaque centime d'intérêt versé à l'occasion d'un crédit, à savoir : la question du contrôle de l'émission monétaire. Ce chapitre parle de ce que l'on nous cache autour de la création de la Réserve fédérale et que les médias dominants ont délibérément « filtré ». De fait, le 23 décembre 1913, le gouvernement démocratique des États-Unis a été définitivement assujéti au pouvoir de l'argent.

La prise de contrôle de la monnaie américaine au travers d'une banque au fonctionnement analogue à celui de la banque d'Angleterre est un objectif constant depuis l'indépendance des États-Unis. Toute l'histoire des États-Unis est imprégnée de cette lutte qui a opposé les banquiers internationaux à ceux qui voulaient que le contrôle de la monnaie soit exclusivement du ressort du Congrès représentant le peuple américain, tel qu'il est inscrit dans la Constitution de 1787. Après une longue période d'alternance où chacune des deux parties imposait sa volonté à l'autre, le temps de la victoire est venu.

L'offensive débute dès 1906 lorsque **les banquiers internationaux, conscients des effets que la presse pouvait avoir sur l'opinion publique, décident d'investir dans un certain nombre de journaux quotidiens.**

Lors de la crise financière de 1907, dont on sait aujourd'hui qu'elle a été provoquée par la banque Morgan, ces journaux publièrent en première page et en gros titres qu'elle était due à la cupidité des banquiers (qu'ils appelaient des *banksters*) qui voulaient ruiner le peuple américain.

Ils demandaient tous qu'une «**unité de régulation**» **puisse les contrôler.** Cette unité serait, bien que le mot ne soit pas employé, une sorte de «banque centrale».

En décembre 1910, une opération secrète, connue sous le nom de «conspiration de Jekyll Island», débuta. Voici ce que relate Hong Bing Song :

Dans la nuit du 22 novembre 1910, un train quittait discrètement New York en direction du sud. Les banquiers les plus importants du pays s'étaient donné rendez-vous pour un voyage des plus secrets. Leur destination se trouvait à plusieurs centaines de miles, dans l'île de Jekyll, en Géorgie, une station balnéaire d'hiver achetée par un groupe d'Américains fortunés qui y avaient créé le Club de Jekyll Island, sous la direction de John Pierpont Morgan. Les membres de ce club à l'anglaise, très fermé, dans lequel l'admission était héréditaire et non transmissible, possédaient au total 1/6^e de la richesse mondiale. Le personnel de service fut amené du continent et les invités de marque n'étaient identifiés que par leur prénom, l'usage du nom de famille étant strictement interdit. On s'assura également qu'aucun journaliste ne se trouvait à moins de 80 km autour de l'île. Voici la liste des participants à cette réunion ultra-secrète : Nelson W. Aldrich, sénateur, président de la Commission monétaire nationale et futur grand-père de Nelson Rockefeller ; A. Piatt Andrew, Secrétaire adjoint au Trésor américain ; Frank Vanderlip, président de la National Bank de New York ; Henry P. Davison, associé principal chez J. P. Morgan Company ; Charles D. Norton, président de la First National Bank de New York ; Benjamin Strong, le bras droit de J. P. Morgan ; Paul Warburg, immigrant allemand, arrivé en 1901 aux États-Unis. Associé principal dans la banque Kuhn, Loeb & Company, il représentait la dynastie Rothschild de France et d'Angleterre et fut le principal promoteur de la Réserve fédérale. Ces hauts représentants du lobby bancaire ne s'étaient pas rassemblés pour des

vacances, mais pour rédiger un document important : le *Federal Reserve Act*. Paul Warburg possédait une expertise hors pair dans le domaine bancaire, dont il connaissait quasiment toutes les ficelles. Lorsqu'on lui posait des questions, il ne se contentait pas d'y répondre techniquement, mais enrichissait ses propos d'éléments de culture historique. Tous furent impressionnés par ses connaissances étendues et sa vaste érudition en matière bancaire. Naturellement, Warburg devint le principal rédacteur et interprète du document. De tous les participants, Nelson Wilmarth Aldrich était le moins au fait : il fut simplement chargé de vérifier la conformité du texte à la loi, afin que celui-ci puisse être accepté par le Congrès. Les autres personnes présentes représentaient les intérêts de grands groupes bancaires, réunis autour de Warburg, qui proposa un programme détaillé. La session dura neuf jours. Neuf jours de débats intenses au bout desquels ils parvinrent finalement à un consensus. Après la crise financière de 1907, l'image des banquiers américains était devenue calamiteuse. Les membres du Congrès n'osaient même pas parler ouvertement du nouveau projet de loi soutenu par les banquiers, ce qui contraignit ces derniers à en rédiger le texte fondateur à l'abri des regards, sur une île éloignée de tout. De plus, la dénomination de « banque centrale » était devenue, depuis le mandat du président Thomas Jefferson, synonyme de « conspiration des banquiers internationaux anglais » et elle risquait de s'attirer les foudres du public. Paul Warburg recommanda donc qu'on utilise le nom de « Système de Réserve fédérale » pour noyer le poisson. Il avait cependant les mêmes fonctions qu'une banque centrale, à l'instar de la Banque d'Angleterre, avec des parts privées dont on pouvait tirer d'énormes profits. La différence avec la *First Bank* et la *Second Bank* résidait dans le fait que l'on excluait même les 20 % de parts de l'État, et que la Fed serait donc une banque centrale purement privée. Afin de mieux tromper la population sur les vrais patrons de la Fed, Warburg proposa un subterfuge : les membres du Conseil des gouverneurs sont nommés par le Président des États-Unis, mais les véritables fonctions du Conseil sont occupées par le Comité consultatif fédéral, qui se réunit régulièrement avec le Conseil des gouverneurs pour discuter de la marche à suivre. Ses membres seront choisis par les douze représentants du Conseil des gouverneurs, et ce détail sera volontairement caché au public. La principale difficulté consistait à dissimuler au public la volonté des banquiers new-yorkais de contrôler la Réserve fédérale. Depuis le XIX^e siècle, les agriculteurs, ainsi que les petits et gros commerçants du Middle West, souffraient beaucoup des crises bancaires et abhorraient tous les banquiers de la côte Est. Pour les

parlementaires, le projet d'une banque centrale placée entre les mains de ces mêmes banquiers honnis par le peuple n'était pas défendable et même suicidaire du point de vue électoral. Warburg proposa donc une solution ingénieuse : douze banques régionales constitueraient l'ensemble du Système de Réserve fédérale, pour donner l'illusion que les affaires ne se concentraient pas à New York. Mais à l'exception des milieux bancaires, peu de gens savaient que l'émission de la monnaie et des crédits resterait fortement concentrée dans cette ville. La prévoyance de Warburg alla jusqu'à installer le siège de la Fed dans la capitale politique, à Washington, pour s'éloigner en apparence de New York, la capitale financière. Les banquiers de Wall Street détournaient une fois de plus l'attention du public. La dernière source d'inquiétude de Paul Warburg émanait de la manière de choisir les douze dirigeants des banques régionales. L'expérience de Nelson Aldrich au Congrès fut mise à profit. Il rappela que les parlementaires du Middle West étaient généralement hostiles envers les banquiers new-yorkais ; afin de contourner ce contre-pouvoir, les présidents des banques régionales seraient donc nommés par le Président, afin que le Congrès ne puisse pas s'en mêler. Cela créa une brèche dans la loi, car le 8^e alinéa de l'article 1^{er} de la Constitution stipule que le Congrès est responsable de la gestion de la politique monétaire ; en excluant le Congrès, la Fed se révélait, dès sa fondation, anticonstitutionnelle. Ce point est devenu la cible ultérieure de nombreuses attaques de parlementaires. Conçu avec beaucoup d'ingéniosité, le projet de loi simulait une authentique séparation des pouvoirs, mais n'empêchait en fait nullement un fonctionnement en toute opacité : le Président nomme, le Congrès approuve, des indépendants deviennent directeurs et les banquiers sont les conseillers.

Les sept grands noms de Wall Street unirent leurs forces pour créer la Réserve fédérale. Discrètement associés à la dynastie des Rothschild, ils mirent ainsi sur pied aux États-Unis une réplique de la Banque d'Angleterre.

Parmi tous ces noms, il y en a un qui retient particulièrement l'attention ; celui de Morgan. Cette banque a pour fondateur un Américain nommé Georges Peabody qui vivait en Angleterre. Soutenu par Brown Bros & Co, Peabody fit fortune en Angleterre. **Sa renommée lui valut d'être contacté par Rothschild pour lui servir, en quelque sorte, de prête-nom.** Il devait simplement faire un travail de «*public relations*» lesquelles seraient prises en charge par Rothschild, qui jouissait d'une très mauvaise image dans la

haute société londonienne. En quelques années, la fortune de Peabody monta à 20 millions de dollars et il devint une référence aux États-Unis. Après la crise de 1857, il fut sauvé par un « bon génie » qui lui permit de se remettre à flot. À sa mort, comme il n'avait pas d'héritier, l'affaire revint à Junius Morgan et resta à Londres. C'est le fils de Junius qui fonda la filiale américaine sous le nom de John Pierpont Morgan qui devint plus connue sous le nom de J. P. Morgan. **J. P. Morgan hérita également des relations privilégiées établies avec les Rothschild et se propulsa vers les sommets.**

Le 5 février 1891, les Rothschild et quelques autres banquiers britanniques fondent l'organisation secrète du «Groupe de la table ronde». Caroll Quigley, dans son livre *L'Histoire secrète de l'oligarchie anglo-américaine*, relate toute l'histoire d'un groupe de jeunes Anglais, dit «groupe de Milner», et auquel appartenait un certain Cecil Rhodes, celui-là même qui donnera son nom à la Rhodésie et qui accroîtra considérablement sa fortune personnelle avec la «de Beers» fondée en 1888 par lui-même, et qui a réussi à mettre la main sur la totalité des mines d'Afrique du Sud, représentant 90 % de la production mondiale. La compagnie s'est arrogé le quasi-monopole des relations avec les diamantaires et régulait les prix en variant sa production.

Le projet de Rhodes était d'établir une liaison ferroviaire reliant le Cap au Caire par la côte est-africaine. Il mourut avant d'avoir pu le réaliser et son légataire universel fut Lionel Rothschild. **La Round Table est une société secrète qui regroupait essentiellement des gens du groupe de Milner appartenant au système bancaire de La City.** Un équivalent de la *Round Table* anglaise fut créé aux États-Unis et c'est J. P. Morgan qui fut appelé à le diriger.

À ces deux sociétés secrètes s'adossèrent deux «*think tanks*». Le RIIA (*Royal Institute of International Affairs*) pour les Anglais et le CFR (*Council on Foreign Relations*) pour les Américains. **Le CFR sera à l'origine de la SDN (Société des Nations) après avoir joué un rôle important dans le Traité de Versailles. On peut dire que pratiquement toute la politique étrangère américaine résulte de ses recommandations.**

En ce qui concerne l'implantation des Rothschild aux États-Unis à cette même époque, voilà ce qu'écrit Hong Bing Song :

En 1899, J. P. Morgan et Drexel se rendent à Londres pour participer à une conférence de banquiers internationaux. À leur retour, J. P. Morgan est désigné comme agent principal des intérêts des Rothschild aux États-Unis. Il ressort de cette conférence que les entreprises de J. P. Morgan à New York, de Drexel à Philadelphie, de Grenfell à Londres, ainsi que Morgan Harjes Cie à Paris ou MM. Warburg Company en Allemagne et aux États-Unis, sont désormais totalement liées aux Rothschild. En 1901, Morgan fait l'acquisition de la Carnegie Steel Company pour la somme astronomique de cinq cents millions de dollars et met en place la première entreprise mondiale cotée en bourse, au capital de plus d'un milliard de dollars, United Steel Corporation. J. P. Morgan est à l'époque considéré comme l'homme le plus riche sur terre, mais selon le rapport du *Temporary National Economic Committee*, il ne possède que 9 % des actions de son entreprise. Il semblerait que le Morgan à la brillante réputation ne soit en fait qu'un lieutenant, un homme lige. Rockefeller : le magnat du pétrole John Davison Rockefeller (1839-1937), le fondateur de la dynastie du même nom, est un personnage controversé dans l'histoire des États-Unis. Il a été surnommé « l'homme le plus impitoyable », à cause de sa manière de diriger la célèbre société pétrolière Standard Oil. Sa carrière dans le pétrole commence durant la Guerre de Sécession (1861-1865). Quand il crée la Standard Oil en 1870, les affaires marchent normalement. Le premier prêt que lui accorde la National City Bank de Cleveland lui inocule le virus de la compétition. Il comprend que le raffinage du pétrole est rentable à court terme, mais que s'il ne veut pas être englouti dans le cercle vicieux suicidaire de la concurrence, il doit la contrôler. Il ne reste qu'une solution, éliminer impitoyablement les concurrents par tous les moyens. Dans un premier temps, cela consiste à inciter les sociétés intermédiaires placées sous son contrôle (sans qu'elles en soient toujours conscientes) à racheter leurs concurrentes à bas prix et en espèces. Si les concurrents refusent, ils devront faire face à une bataille des prix jusqu'à leur soumission ou leur faillite. En cas de résistance, Rockefeller jouera son va-tout : la violence et la destruction — attaquer physiquement les ouvriers de ses concurrents, brûler leurs usines, etc. Après quelques rounds, les survivants sont peu nombreux. Le monopole suscite la colère de ses homologues, mais attire également l'intérêt des banquiers new-yorkais, qui adorent la radicalité de ses méthodes. Depuis un certain temps, les Rothschild

essaient laborieusement de mettre le grappin sur les États-Unis, qui sont en plein essor, mais leurs tentatives échouent à chaque fois. Contrôler un monarque est chose plus aisée que contrôler un gouvernement démocratiquement élu. Après la Guerre de Sécession, ils déploient leur plan. Quelles sont leurs forces ? Dans le champ de la finance, ils disposent des banques Morgan et Kuhn, Loeb & Company, mais dans le secteur de l'industrie, aucun candidat convenable n'a été trouvé. Quand ils tombent sur Rockefeller, les yeux des Rothschild se mettent à briller. Ils évaluent également qu'en lui faisant bénéficier d'une bonne transfusion sanguine de finance, le potentiel de Rockefeller s'étendrait bien au-delà du petit secteur de Cleveland. En 1875, les Rothschild envoient donc à Cleveland leur plus important stratège financier sur le territoire américain, Jacob Schiff, de Kuhn, Loeb & Company, pour examiner les plans d'expansion de Rockefeller. Schiff apporte un soutien sans précédent à Rockefeller. (Petite précision : La famille Schiff partageait avec les Bauer leur maison de Francfort) Les Rothschild contrôlent déjà 95 % de la capacité ferroviaire des États-Unis grâce aux banques Morgan et Kuhn, Loeb & Company.

On mesure alors le poids pris par Rothschild dans la finance et l'économie américaine. Si on y ajoute leur influence sur La City et sur le Gouvernement de Sa Majesté, on réalise leur implantation mondiale.

Mais revenons à la création de la Réserve fédérale. **Après s'être mis d'accord sur le texte de la future loi, le plus dur restait à faire : trouver une majorité au Congrès et surtout empêcher un veto de la Maison-Blanche.** Ce dernier point était le plus important, car un veto pouvait ruiner l'ensemble de l'édifice. Le président en titre était William Thaft et il était très populaire. De surcroît, il était un opposant résolu à tout projet de banque centrale pour les États-Unis. La prochaine élection allait se dérouler en 1912 et il n'y avait pas de temps à perdre pour les banquiers internationaux.

Eustace Mullins a publié en 1952 un livre intitulé *Les Secrets de la Réserve fédérale*. Voici ce qu'il écrit dans son avant-propos :

Les sujets relatifs à l'argent ou aux banques ne m'intéressaient pas parce que je travaillais sur un roman. Pound me proposa d'arrondir mon salaire hebdomadaire

de dix dollars pendant quelques semaines. Ma recherche initiale révéla la preuve qu'un groupe de banquiers internationaux avait planifié en secret la rédaction du Projet de Loi de Réserve fédérale, ainsi que le vote de cette loi par le Congrès. Ces découvertes confirmèrent ce que Pound soupçonnait depuis longtemps. Il me dit : *«Vous devez travailler dessus comme sur une histoire de détective»*. J'eus la chance que mes recherches à la bibliothèque du Congrès fussent dirigées par un universitaire de premier plan, George Stimpson, fondateur du *National Press Club*. Voici ce que le New York Times du 28 septembre 1952 a écrit sur lui : *«Adulé par les journalistes de Washington, qui disent de lui qu'il est "notre Bibliothèque du Congrès ambulante", M. Stimpson était extrêmement bien considéré au Capitole, en tant que source de référence. Les fonctionnaires du gouvernement, les parlementaires et les journalistes allaient le voir pour obtenir auprès de lui des informations sur tous les sujets.»* Tous les jours, je faisais des heures de recherches à la bibliothèque du Congrès et, l'après-midi, je me rendais à l'Hôpital Sainte-Elizabeth. Avec Pound, nous passions en revue les notes de la veille. Ensuite, je dînais avec George Stimpson à la Scholl's Cafeteria, pendant que ce dernier corrigeait mes documents, et je retournais ensuite à ma chambre pour taper les notes corrigées. Stimpson et Pound faisaient tous deux beaucoup de suggestions pour me guider dans un domaine où je n'avais aucune expérience. Lorsque les ressources de Pound vinrent à se tarir, je postulai auprès de la Fondation Guggenheim, de la Fondation Huntington Hartford et d'autres encore, afin de terminer mes recherches sur la Réserve fédérale. Même si mes candidatures étaient appuyées par les trois plus grands poètes d'Amérique, Ezra Pound, E. E. Cummings et Elizabeth Bishop, toutes ces fondations refusèrent de financer mes recherches. Par la suite, j'ai rédigé les découvertes que j'avais faites jusqu'ici et, en 1950, j'ai commencé à essayer de commercialiser ce manuscrit à New York. Dix-huit éditeurs le refusèrent sans explication, mais le dix-neuvième, Devin Garrity, président de Devin Adair Publishing Company, me donna un conseil amical dans son bureau. *«J'aime votre livre, mais je ne puis le publier»*, me dit-il, *«ni personne d'autre à New York. Pourquoi ne m'apportez-vous pas le synopsis de votre roman ? Je pense que nous pourrions alors vous donner une avance. Mais vous pouvez oublier de voir publier votre livre sur la Réserve fédérale. Je doute qu'il puisse jamais être édité.»* Ce fut une nouvelle accablante qui arrivait après deux années de travail intensif. Je fis mon rapport à Pound et nous essayâmes de trouver un éditeur dans d'autres parties du pays. Après deux années de vaines soumissions du manuscrit, le livre fut publié en 1952 dans une petite maison

d'édition, par deux disciples de Pound, John Kasper et David Horton, sur leurs fonds personnels, sous le titre *Mullins on the Federal Reserve*. En 1954, une deuxième édition, avec des altérations non autorisées, parut dans le New Jersey, sous le titre *The Federal Reserve Conspiracy*. En 1955, Guido Roeder fit paraître une édition en allemand à Oberammergau, en Allemagne. Le livre fut saisi et les dix mille exemplaires de l'édition furent brûlés par les agents du gouvernement sous la conduite du Dr Otto John.

Revenons à la campagne présidentielle de 1912 telle que la relate Mullins :

La campagne présidentielle de 1912 connut l'un des revers politiques les plus intéressants de l'histoire américaine. Le président [républicain] sortant, William Howard Taft, était un président populaire, et les Républicains, en période de prospérité générale, contrôlaient fermement le gouvernement au moyen d'une majorité républicaine dans les deux chambres. Son challenger démocrate, Woodrow Wilson, gouverneur du New Jersey, était inconnu au plan national. C'était un homme raide et austère qui n'enthousiasmait guère les foules. Les deux partis avaient inclus dans leurs plates-formes respectives un projet de loi de réforme monétaire : les Républicains étaient engagés dans le Projet Aldrich, qui avait été dénoncé comme étant le projet de Wall Street, et les Démocrates avaient la Loi de Réserve fédérale. Aucun des deux partis ne se donna la peine d'informer le public que ces projets de loi étaient quasiment identiques, mis à part leurs noms. Rétrospectivement, il semble évident que les créateurs de monnaie avaient décidé de se débarrasser de Taft et de marcher avec Wilson. Comment le savons-nous ? Taft semblait certain d'être réélu et Wilson retournerait dans l'ombre. Soudain, Théodore Roosevelt « se porta candidat ». Il annonça qu'il se présentait comme candidat d'un troisième parti, le « Bull Moose ». S'il n'avait été exceptionnellement bien financé, sa candidature aurait été grotesque. De plus, il reçut une couverture illimitée dans les journaux, supérieure à celle de Taft et de Wilson réunis. En tant que républicain et ancien président, il était évident que Roosevelt taillerait en profondeur dans les voix de Taft. Cela s'avéra être le cas et Wilson remporta l'élection. Aujourd'hui encore, personne ne peut dire quel était le programme de Roosevelt et pourquoi il aurait saboté son propre parti. Vu que les banquiers finançaient les trois candidats, ils auraient gagné, quelle que soit l'issue du scrutin.

Plus tard, des auditions parlementaires révéleront que dans la firme Kuhn, Loeb Company, Félix Warburg soutenait Taft, Paul Warburg et Jacob Schiff soutenaient Wilson et Otto Kahn soutenait Roosevelt. Le résultat fut qu'un Congrès démocrate et un Président démocrate furent élus en 1912, afin de voter la législation sur la banque centrale. Il semble probable que le Plan Aldrich, identifié comme une opération de Wall Street, annonçait un vote difficile au Congrès, puisque les démocrates s'y seraient fermement opposés, là où un candidat démocrate victorieux, soutenu par un Congrès démocrate, pourrait voter le projet de banque centrale. Taft fut jeté par-dessus bord parce que les banquiers doutaient qu'il pût tenir ses engagements vis-à-vis du Plan Aldrich. Et Roosevelt fut l'instrument de sa disparition. Pour embrouiller un peu plus le peuple américain et le tromper sur le but réel de la Loi de Réserve fédérale, les architectes du Plan Aldrich, le puissant Nelson Aldrich (bien qu'il ne fût plus sénateur) et Frank Vanderlip, le président de la National City Bank, crièrent haro contre ce projet de loi. Ils accordèrent des interviews à chaque fois qu'ils pouvaient trouver un auditoire; ils dénonçaient la Loi de Réserve fédérale proposée comme étant inamicale au secteur bancaire et trop favorable au gouvernement. L'épouvantail de l'inflation fut soulevé en raison des dispositions de la Loi relative à l'impression des billets de la Réserve fédérale. *The Nation* du 23 octobre, fit observer : «*M. Aldrich a lui-même crié haro sur la question de la "monnaie fiduciaire" du gouvernement, c'est à dire, la monnaie émise sans être adossée à l'or monétaire. Pourtant, un projet de loi qui portait son propre nom avait été voté en 1908, précisément dans ce but. Il savait d'ailleurs que le "gouvernement" n'aurait rien à voir avec la création de monnaie et que le conseil des Gouverneurs de la Réserve fédérale serait entièrement chargé de l'émission de telles devises.*»

Woodrow Wilson fut élu ainsi qu'un Congrès à majorité démocrate. Les deux obstacles étant levés, le *Federal Reserve Act* fut adopté par le Congrès le 23 décembre 1913 vers 23 h 30.

Le lecteur intéressé par l'énorme bataille législative qui précéda le vote (sans majorité) de l'adoption de ce texte pourra lire tous les détails dans le livre d'Eustace Mullins traduit en français par Jean-François Goulon sous le titre *Les Secrets de la Réserve fédérale, la London connection* (Éditions Le retour aux sources) dans sa dernière édition de 1991.

Voici néanmoins une déclaration du député Charles Linbergh (père de l'aviateur) qui donne un peu le ton des débats :

Notre système financier est un faux système et représente un fardeau énorme pour le peuple [...] Je l'ai accusé d'être un Trust monétaire. Le Projet Aldrich est un plan manifestement conçu dans l'intérêt de ce Trust [...] Pourquoi ce Trust monétaire exerce-t-il maintenant une pression aussi forte en faveur du Projet Aldrich et avant même que le peuple n'apprenne ce que ce trust monétaire a fait ?

Lindbergh poursuit ainsi son discours :

Le Projet Aldrich est le projet de Wall Street. C'est une vaste remise en question du gouvernement par celui qui a pris fait et cause en faveur du Trust monétaire. Cela signifie une nouvelle panique pour intimider le peuple si besoin est. Aldrich, qui est payé par le gouvernement pour représenter le peuple, propose à la place un plan pour les trusts. C'est grâce à une manœuvre très astucieuse que la Commission monétaire nationale a été créée. En 1907, la nature a répondu de la façon la plus merveilleuse en donnant à ce pays la plus magnifique récolte qu'il ait jamais connue. D'autres industries aussi étaient dynamiques et, d'un point de vue naturel, toutes les conditions étaient réunies pour que cette année-là soit des plus prospères. À la place, une panique nous a substitué d'énormes pertes. Wall Street savait que le peuple américain exigerait un remède contre la répétition d'une condition aussi ridiculement peu naturelle. La plupart des sénateurs et des députés sont tombés dans le piège de Wall Street et ont voté la Loi monétaire d'Urgence Aldrich Vreeland. Mais l'objectif réel était d'obtenir une commission monétaire qui puisse élaborer une proposition d'amendement de nos lois monétaires et bancaires à même de satisfaire le Trust monétaire. Les intérêts particuliers sont à présent partout occupés à éduquer le peuple en faveur du Plan Aldrich. Une grosse somme d'argent aurait été levée pour cet objectif.

On peut dire que **l'avènement de la Réserve fédérale achève la prise de contrôle définitive de la monnaie américaine par La City de Londres**. Les conséquences incalculables sur la géopolitique mondiale ne vont guère tarder à se manifester.

Chapitre 10

La Première Guerre mondiale et le gouvernement invisible

«[...] la véritable menace pour notre république est ce gouvernement invisible qui, telle une pieuvre géante, s'étend de façon louche sur nos villes, notre État et notre nation. À l'instar de la pieuvre dans la vie réelle, il opère en se cachant derrière un écran qu'il a créé lui-même. Il saisit dans ses longs et puissants tentacules nos chefs d'entreprises, nos corps législatifs, nos écoles, nos tribunaux, nos journaux et toutes les agences créées pour protéger le public. [...]

Pour éviter une simple généralisation, je dirai qu'à la tête de cette pieuvre se trouvent les intérêts de la Rockefeller-Standard Oil et un petit groupe de maisons bancaires puissantes, auxquelles on se réfère généralement en disant — les banquiers internationaux. Ce petit cercle de banquiers internationaux puissants dirige quasiment le gouvernement des États-Unis pour leurs propres objectifs égoïstes. Ils contrôlent pratiquement les deux partis, rédigent leurs plates-formes politiques, instrumentalisent leurs dirigeants, utilisent les hommes qui se trouvent à la tête des organisations privées et recourent à tous les moyens pour placer comme candidats aux plus hautes fonctions publiques uniquement les personnes qui pourront être soumises aux ordres des grandes entreprises corrompues. [...]

Ces banquiers internationaux et les intérêts de Rockefeller-Standard Oil contrôlent la majorité des journaux et des magazines dans ce pays. Ils utilisent leurs colonnes pour obliger à se soumettre ou à se démettre les responsables publics qui refusent d'obéir aux ordres de ces cliques puissantes corrompues qui composent le gouvernement invisible.»

John Hylan, maire de New York, 1922.

Dans son livre *Diplomatie*, Henry Kissinger écrit : «*Le plus stupéfiant, lorsque la Première Guerre mondiale éclata, n'est pas qu'une crise plus simple que toutes celles qu'on avait déjà surmontées ait fini par déclencher une catastrophe mondiale, mais que ce ne soit pas arrivé plus tôt.*»

Depuis la guerre de 1870, la France était ennemie de l'Allemagne de Bismarck, laquelle avait acquis une puissance industrielle énorme. Sa production de charbon dépassait celle du Royaume-Uni et il fallait la stopper. La France se trouvait en position de faiblesse et l'Angleterre jusque-là superbement isolée devait rentrer dans le jeu. Elle conclut avec la France et la Russie une alliance militaire pour encercler l'Allemagne connue sous le nom de « triple entente ».

De son côté, l'Allemagne s'allia avec l'Autriche-Hongrie et l'Italie pour former la « triple alliance »

En avril 1887, le [*Quarterly Journal of Economics*](#), posait la question :

Un rapport détaillé sur la dette publique en Europe montre que les paiements des intérêts de la dette et le remboursement du principal atteignaient 5,343 milliards de dollars par an. Les finances des divers pays d'Europe étaient prises au piège. Les gouvernements ne purent s'empêcher de se demander si la guerre n'était pas une option intéressante à prendre en considération, malgré les risques terribles, car la paix était coûteuse et instable. Si les préparatifs militaires ne conduisaient pas à une guerre, alors les gouvernements feraient certainement faillite.

Henry Kissinger rapporte ce propos d'un conseiller privé du Tsar :

Il ne fait aucun doute que la guerre exigera des dépenses qui excèdent les ressources financières limitées de la Russie. Nous devons obtenir des crédits auprès des pays alliés et neutres, mais ils ne nous seront pas consentis gratuitement. Quant à ce qui arriverait si la guerre avait une issue désastreuse pour nous, je ne souhaite pas en débattre maintenant. Les conséquences financières et économiques d'une défaite ne peuvent être ni calculées ni même estimées, et signifieront de toute évidence l'effondrement total de notre économie nationale tout entière. Mais même la victoire nous promet des perspectives financières extrêmement peu favorables; une Allemagne

entièrement ruinée ne sera pas en mesure de compenser le coût de la guerre. Dicté pour servir les intérêts de l'Angleterre, le traité de paix ne permettra pas à l'Allemagne de rétablir suffisamment son économie pour couvrir ce que nous aura coûté la guerre, même à longue échéance.

Tous les belligérants voulaient faire la guerre en raison de leur endettement consécutif à leur réarmement, mais aucun n'avait les moyens de la financer. La présence de la Réserve fédérale a été le facteur déclenchant par les possibilités de crédit qu'elle rendait possible, associée au système de banques européennes supervisé par les Rothschild qui prêtaient à tous ceux qui voulaient la confrontation.

La guerre éclate [le 3 août 1914 et le franc français perd sa convertibilité en or](#) afin de permettre l'utilisation de la « planche à billets ». En gros, créer de la monnaie à partir de rien pour pouvoir s'endetter. À noter que la valeur du « franc-Napoléon » était restée inchangée depuis sa création en 1803. (La pièce de 20 francs, qui correspond au « Louis d'or » est très recherchée et son cours actuel avoisine les 700 euros. Ndr)

Dès le début des hostilités, les banquiers se « goinfèrent » littéralement avec les commissions qu'ils prélevaient sur les emprunts. Dès janvier 2015, la Morgan prêtait 10 millions de livres à l'Angleterre. Au total, ce furent 3 milliards de dollars, ce qui rapporta 30 millions à la Morgan.

En septembre 1915, un prêt franco-anglais obligataire de 500 millions de dollars fut conclu avec les banquiers américains, opération à laquelle Wilson tenta de s'opposer sans succès. Les Américains souscrivirent assez bien en général, à l'exception de ceux du Middle West en raison de leur isolationnisme tel que défini par la « doctrine de Monroe » (1823).

Au plus fort de la guerre, le gouvernement anglais décida de taxer les revenus des obligations américaines, ce qui fait que leurs détenteurs les revendirent à bas prix. Ces obligations s'accumulèrent dans la banque d'Angleterre qui chargea la banque Morgan, qui était son agent américain, comme nous l'avons vu, de revendre ces obligations aux Américains. En contrepartie, elle reçut suffisamment de liquidités pour terminer la guerre.

Dans la réalité, les grands vainqueurs de la Première Guerre mondiale furent les banquiers internationaux. À la fin de la guerre, les empires monarchiques avaient disparu, ouvrant à ces banquiers des perspectives vertigineuses sur le monde entier. Cette guerre avait été prolongée à dessein et ils avaient veillé à maintenir un certain équilibre entre les forces belligérantes. En 1916, l'Allemagne était exsangue, mais la révolution bolchévique lui a permis de négocier un armistice avec les révolutionnaires et de ne plus avoir à mener la guerre que sur le front de l'Ouest.

Le Traité de Versailles allait les regrouper autour de la même table et le partage du monde allait commencer.

Chapitre 11

Le traité de Versailles

L'armistice du 11 novembre 1918 ne fut pas interprété de la même façon des deux côtés des belligérants. Le peuple allemand a cru à sa victoire alors que les alliés la revendiquaient aussi.

Le Traité de Versailles fut interprété par les Allemands comme une sorte de trahison de leurs gouvernants et les banquiers internationaux allaient faire payer très cher leur victoire.

Le Premier ministre britannique David Lloyd George déclara à cette occasion : « *Nous devons faire les poches des Allemands et en extraire l'argent.* » Mais en privé, il admettait : « *Le traité que nous avons rédigé ouvre la voie à une autre guerre dans vingt ans.* »

Hong Bing Song écrit :

Que les politiciens fussent ou non pleinement conscients des conséquences désastreuses du Traité de Versailles est secondaire, car c'était les « conseillers » agissant dans leur dos qui décidaient réellement ! Le groupe de banquiers qui avait accompagné Wilson à Paris se composait du conseiller financier principal Paul Warburg, de Morgan et son avocat Frank L. Polk, d'un associé principal de Morgan, Thomas Lehman, de Bernard Baruch (de la Société du financement de la guerre), ainsi que des frères Dulles (dont l'un deviendrait directeur de la CIA et l'autre ministre des Affaires étrangères d'Eisenhower). Sir Philip Sassoon, un descendant direct des Rothschild, accompagnait le Premier ministre britannique. George Mandel, de son vrai nom Louis Georges Rothschild, accompagnait le Premier ministre français, Clemenceau. Le représentant de la délégation allemande était le frère de Paul, Max Warburg. Lorsque les banquiers internationaux se réunirent à Paris, le « père fondateur d'Israël », le baron Edmond de Rothschild, les accueillit chaleureusement et reçut les personnages importants de la délégation des États-Unis dans son luxueux hôtel particulier

parisien. La conférence de paix de Paris vit un véritable défilé de banquiers internationaux. Après la moisson récoltée grâce à la Première Guerre mondiale, ils semèrent facilement les graines de la seconde.

Chapitre 12

La crise de 1929

Dans son livre *La Politique monétaire*, Brian Johnson écrit :

Strong et Norman, amis intimes, passaient leurs vacances ensemble dans le Sud de la France. La politique d'argent facile menée par Strong sur le marché monétaire new-yorkais, entre 1925 et 1928, se traduit par la mise en œuvre de l'accord qu'il avait passé avec Norman et qui consistait à maintenir les taux d'intérêt à New York en dessous de ceux de Londres. Au nom de la coopération internationale, Strong refusa la main stabilisatrice qu'auraient permis des taux d'intérêt élevés à New York, jusqu'à ce qu'il fût trop tard. À New York, l'argent facile avait encouragé l'apparition du boom économique de la fin des années vingt, accompagné d'une incroyable et vertigineuse spéculation.

Une enquête minutieuse de la Chambre des Représentants conduite par Louis T. Mc Fadden démontra que **les banquiers internationaux avaient sciemment manipulé le cours de l'or pour provoquer des tensions sur les marchés**. Voici quelques extraits des échanges :

PRÉSIDENT Mc FADDEN : Nous direz-vous brièvement comment ce sujet (en référence à la baisse des taux de l'été 1927) fut amené au Conseil des Gouverneurs de la Réserve fédérale et quelles étaient les influences qui eurent un impact sur la décision finale ?

GOUVERNEUR ADOLPH MILLER : Vous posez une question à laquelle il m'est impossible de répondre.

PRÉSIDENT Mc FADDEN : Peut-être puis-je la clarifier ? D'où venait cette suggestion qui a provoqué la décision de changer les taux l'été dernier ?

GOUVERNEUR ADOLPH MILLER : Les trois plus grosses banques centrales d'Europe avaient envoyé des représentants dans notre pays. Il y avait le gouverneur

de la Banque d'Angleterre [Montagu Norman], M. Hjalmar Schacht [Reichsbank] et le Pr Rist, vice-gouverneur de la Banque de France. Ces messieurs étaient en conférence avec les officiels de la Banque de réserve fédérale de New York. Au bout d'une semaine ou deux, ils ont fait une apparition à Washington pendant une grande partie de la journée. Ils sont arrivés un soir et, le lendemain, ils furent reçus par les gouverneurs du Board, puis, dans l'après-midi, ils repartirent pour New York.

PRÉSIDENT Mc FADDEN : Les membres du Board étaient-ils présents à ce déjeuner? **GOUVERNEUR MILLER** : Oh oui! Celui-ci était offert par les gouverneurs du Board dans le but de nous rapprocher tous.

PRÉSIDENT Mc FADDEN : Était-ce une réunion informelle ou des sujets d'importance y ont-ils été discutés?

GOUVERNEUR MILLER : Je dirais qu'il s'agissait essentiellement d'une réunion informelle. Personnellement, j'ai eu une longue conversation en privé avant le déjeuner avec le Dr Schacht et également une autre conversation assez longue avec le Pr Rist. Après le déjeuner, j'ai engagé une conversation avec M. Norman, à laquelle s'est joint le Gouverneur Strong de New York.

PRÉSIDENT Mc FADDEN : Était-ce une réunion officielle du Board?

GOUVERNEUR MILLER : Non.

PRÉSIDENT Mc FADDEN : Était-ce juste une discussion informelle sur les sujets qui avaient été discutés à New York?

GOUVERNEUR MILLER : Je le suppose. C'était principalement des relations sociales. Ce que j'ai dit relevait essentiellement de généralités. Les chefs de ces banques centrales s'exprimaient, eux aussi, en termes généraux.

M. KING : Que voulaient-ils?

GOUVERNEUR MILLER : Ils répondaient très franchement aux questions. Je voulais avoir une discussion avec M. Norman et nous sommes tous deux restés après le déjeuner. Nous avons été rejoints par les autres représentants étrangers

et les responsables de la Banque de réserve fédérale de New York. Ces messieurs étaient tous assez préoccupés par le fonctionnement de l'étalon-or. Ils désiraient donc voir baisser légèrement le marché monétaire à New York, avec des taux plus bas, dissuadant ainsi les déplacements d'or depuis l'Europe vers ce pays. Cela aurait été grandement dans les intérêts de la situation monétaire internationale que l'on connaissait alors.

M. BEEDY : Cela a-t-il abouti à une certaine entente entre les représentants de ces banques étrangères et le Conseil des Gouverneurs de la Réserve fédérale ou la Banque de réserve fédérale de New York?

GOVERNEUR MILLER : Oui.

M. BEEDY : Il n'y a pas eu de compte-rendu officiel?

GOVERNEUR MILLER : Non. Il y a eu plus tard une réunion du Comité chargé de la politique sur l'Open Market — le comité de politique d'investissement du système de la Réserve fédérale — qui a émis et reçu certaines recommandations. Ce dont je me souviens est que des titres, pour une valeur de quatre-vingts millions de dollars environ, furent achetés en août conformément à ce plan.

PRÉSIDENT Mc FADDEN : Y a-t-il eu une conférence entre les membres du Comité de l'Open Market et ces banquiers étrangers?

GOVERNEUR MILLER : Il se peut qu'ils se soient rencontrés à titre personnel, mais pas en tant que comité.

M. KING : Comment le Comité de l'Open Market arrive-t-il à ses idées?

GOVERNEUR MILLER : Ils s'assoient autour d'une table et ils discutent. Je ne sais pas de qui est venue cette idée. C'était l'un de ces moments où l'esprit d'émulation est au travail.

PRÉSIDENT Mc FADDEN : Vous avez donné un aperçu, ici, de négociations d'une très grande importance.

GOVERNEUR MILLER : Je dirais plutôt de conversations.

PRÉSIDENT Mc FADDEN : Quelque chose de bien défini en est-il sorti ?

GOVERNEUR MILLER : Oui.

PRÉSIDENT Mc FADDEN : Un changement de politique de tout notre système financier, qui a eu pour résultat une situation des plus inhabituelles à laquelle ce pays ait jamais été financièrement confronté (le boom de la spéculation boursière des années 1927-1929). Il me semble qu'un sujet de cette importance aurait dû faire l'objet d'un compte-rendu à Washington.

GOVERNEUR MILLER : Je suis d'accord avec vous.

DÉPUTÉ STRONG : N'aurait-il pas été souhaitable que ces pouvoirs donnés au système de la Réserve fédérale soient utilisés en vue de la stabilisation continue du pouvoir d'achat du dollar américain, au lieu d'être influencés par les intérêts de l'Europe ?

GOVERNEUR MILLER : Je prends comme une insulte ce terme « d'influence ». Par ailleurs, stabiliser le dollar américain sans stabiliser toutes les autres devises adossées à l'or est impossible. Les devises sont liées entre elles par l'étalon-or. D'autres visiteurs éminents savent se montrer adroits dans l'art d'approcher les gens et notamment le personnel du Conseil des Gouverneurs de la Réserve fédérale.

M. STEAGALL : La visite de ces banquiers étrangers a-t-elle eu pour conséquence que l'argent fut meilleur marché à New York ?

GOVERNEUR MILLER : Oui, exactement.

PRÉSIDENT Mc FADDEN : Je voudrais insérer dans ces minutes les noms de tous ceux qui ont participé à ce déjeuner à Washington.

GOVERNEUR MILLER : En plus des noms que je vous ai donnés, était présent l'un des plus jeunes cadres de la Banque de France. Je pense que tous les membres du Board de la Réserve fédérale étaient là. Le sous-secrétaire au Trésor Ogden Mills était là, ainsi le secrétaire adjoint au Trésor, M. Schuneman, et également deux ou trois hommes du département d'État et M. Warren du

département Étranger de la Banque de réserve fédérale de New York. Oui, le gouverneur Strong était présent.

PRÉSIDENT Mc FADDEN : Évidemment, cette conférence en présence de tous ces banquiers étrangers ne s'est pas tenue par hasard. Qui a suggéré une rencontre avec les banquiers les plus éminents d'Allemagne, de France et d'Angleterre ?

GOVERNEUR MILLER : Une situation avait été créée qui était nettement embarrassante pour Londres, à cause du retrait imminent d'une certaine quantité d'or que la France récupérait et qui avait été, à l'origine, acheminée et déposée dans la Banque d'Angleterre par le gouvernement français en tant que crédit de guerre. Il s'apprêtait à y avoir assurément quelques tensions en Europe, parce que la France commençait à remettre de l'ordre dans sa maison afin de retourner à l'étalon-or. Cette situation était d'une nature qui nécessitait quelque influence modératrice.

M. KING : Qui était la force motrice ayant fait en sorte de réunir ces personnes ?

GOVERNEUR MILLER : C'est un détail que je ne connais pas.

DÉPUTÉ STRONG : Ne serait-il pas juste de dire que ces collègues qui voulaient l'or étaient les instigateurs de cette réunion ?

GOVERNEUR MILLER : Ils sont venus chez nous.

DÉPUTÉ STRONG : Le fait est qu'ils sont venus chez nous, qu'ils ont participé à une réunion, qu'ils ont tenu banquet, qu'ils ont parlé, qu'ils ont obtenu que le Conseil des Gouverneurs de la Réserve fédérale baisse le taux d'escompte pour effectuer des achats sur l'Open Market et qu'ils ont obtenu l'or.

M. STEAGALL : Est-il exact que cette action a stabilisé les devises européennes et affecté la nôtre ?

GOVERNEUR MILLER : Oui, cette action a été menée dans cette intention.

On notera dans les derniers échanges la volonté de la banque de France de retrouver la convertibilité en or de la monnaie française (franc Poincaré)

et que les banquiers internationaux, aux dires du gouverneur Miller, s'y sont opposés. **La stabilisation de devises européennes s'est donc faite au détriment de la devise américaine, ce qui a dû largement contribuer à la crise monétaire de 1929.**

Voici ce qu'a déclaré Milton Friedman quelques années plus tard : *« La Fed est largement responsable [de l'ampleur de la crise de 1929]. Au lieu d'user de son pouvoir pour compenser la crise, elle réduisit d'un tiers la masse monétaire entre 1929 et 1933, nous plongeant ainsi dans la récession. »*

Le 9 août 1929, la Fed augmenta ses taux d'intérêt jusqu'à 6 %, suivie par la Banque de réserve fédérale de New York qui augmenta ceux des courtiers, les faisant passer de 5 à 20 %.

Les spéculateurs furent pris dans la nasse et tentèrent de s'échapper.

Un courtier résume les choses : *« En réalité, il s'agissait de la tonte calculée du public par les puissances monétaires mondiales, déclenchée par la brusque pénurie programmée de l'offre monétaire à très court terme sur le marché monétaire de New York. »*

Chapitre 13

La république de Weimar

Hong Bing Song pose la question de la cause de l'hyper inflation allemande :

Une question peut alors se poser : pourquoi le secteur financier européen représentant les banquiers anglais a-t-il rétabli l'étalon-or à ce moment précis, apparemment contre son intérêt? La réponse vient de ce que les banquiers internationaux jouaient une partie d'échecs en plusieurs coups. La Première Guerre mondiale s'était soldée par une défaite de l'Allemagne, dont les énormes réparations de guerre ne pouvaient être assumées par les banques Rothschild ou Warburg, lesquelles cherchaient de toute façon à s'enrichir aux dépens des nations. Le premier coup de ce jeu d'échecs consistait donc à pousser les banques allemandes à lancer l'inflation, ce hachoir à viande de la richesse, pour piller rapidement l'épargne des Allemands. C'était la première fois de son histoire que l'humanité était confrontée à l'hyperinflation. Entre 1913 et 1918, pendant la guerre, la masse monétaire en Allemagne fut multipliée par 8,5 et le mark allemand se déprécia seulement de 50 % face au dollar. Dès 1921, la tendance de la banque centrale allemande fut de battre monnaie sans retenue ni discernement. Par rapport à 1918, l'émission monétaire fut multipliée par cinq en 1921, par 10 un an plus tard et par 72530 000 en 1923. À partir d'août 1923, les prix atteignirent des chiffres astronomiques, un bout de pain ou un timbre coûtait cent milliards de marks. Le salaire quotidien des ouvriers devait être versé deux fois par jour, car il était dépensé en une heure. Les banquiers allemands firent un massacre avec l'épargne des classes moyennes, laissant un grand nombre de personnes sans ressources, plantant profondément les graines de la haine contre les banquiers juifs et jetant les bases de l'arrivée des nazis au pouvoir. Les souffrances des Allemands furent plus profondes encore que celles des Français après la guerre franco-prussienne, et les conditions d'une guerre encore plus tragique étaient posées dès 1923. Quand il ne resta quasiment plus rien des économies des Allemands, le mark se stabilisa. Sous

la régulation des banquiers internationaux, l'or des Américains devint la bouée de sauvetage de la monnaie allemande. Au second coup d'échecs, ce fut au tour des banquiers anglais de déployer leur talent. Pendant la Première Guerre mondiale, les Allemands attaquaient fréquemment avec leurs sous-marins, ce qui clouait dans les ports les navires anglais transportant de l'or, obligeant la Banque d'Angleterre à stopper temporairement l'échange de ce métal, l'étalon-or de la livre n'en ayant que le nom.

L'hyper inflation de la « République de Weimar » a été déclenchée par La City au travers d'une sinistre partie d'échecs dont les Allemands firent les frais. Ceux qui avaient rédigé les termes du traité de Versailles avaient atteint leur cible.

La création de la BRI (Banque des règlements Internationaux)

Après le plan Young, c'est un financier allemand très proche de Hitler qui proposa la création d'une sorte de « banque des banques » appelée la BRI (Banque des Règlements Internationaux). C'est le même Owen Young qui mena à bien ce projet. Voici ce qu'écrivit Hong Bing Song :

Sans aide financière extérieure, il était matériellement impossible que l'Allemagne achève sa reprise économique et se prépare en même temps à une guerre de grande échelle en seulement six ans. Et si ces flux de capitaux venus de l'étranger n'avaient pas pour finalité la guerre ? Il est difficile de trouver une autre explication logique : au total, Wall Street fut la plus importante source de financement de l'Allemagne nazie. Les banquiers new-yorkais commencèrent, dès 1924, au moment de l'accalmie de l'hyperinflation, à planifier leur aide à l'Allemagne en vue d'une nouvelle guerre. Le plan Dawes, qui débuta en 1924, et le plan Young de 1929 furent établis à cet effet, en parfait accord avec le plan des économistes des affaires militaires de l'état-major général allemand. Owen Young, le président de la General Electric de Morgan, fut le principal soutien financier de la United European Ltd., fondée en Europe par Roosevelt. C'est aussi ce même Owen Young qui fonda la Banque des Règlements internationaux (BRI), chargée de coordonner les partenariats entre les banquiers internationaux.

Selon Carroll Quigley, célèbre historien à l'université de Georgetown et mentor de Bill Clinton : «[La Banque des règlements internationaux] est en train de fabriquer un système financier pour contrôler le monde. Elle est elle-même contrôlée par un petit nombre de personnes, en mesure de dominer le mécanisme du système politique et économique mondial.»

En septembre 1939, vingt ans après le traité de Versailles, la Seconde Guerre mondiale commençait, comme cela était prévu. Elle se termina en 1945 avec un «Nouvel Ordre mondial» naissant.

La guerre de 14-18 avait fait disparaître les empires monarchiques et elle de 39-45 les empires coloniaux. **Il restait à faire disparaître les souverainetés nationales pour pouvoir établir un gouvernement mondial influencé par les banquiers internationaux.**

Chapitre 14

La finance dirige le monde

Carroll Quigley a fort bien résumé la situation au sortir de la Seconde Guerre mondiale :

Outre ces objectifs pragmatiques, les puissances du capitalisme financier avaient un autre objectif d'une portée considérable, rien de moins que de créer un système mondial de contrôle financier placé dans des mains privées, capables de dominer le système politique de chaque pays et l'économie mondiale dans son ensemble. Ce système devait être contrôlé de manière féodale par les banques centrales du monde agissant de concert, en parvenant à des accords secrets lors de fréquentes réunions et conférences privées. Le sommet de ce système était la Banque des Règlements internationaux à Bâle, en Suisse, une banque privée, possédée et contrôlée par les banques centrales, qui étaient elles-mêmes des sociétés privées. Chaque banque centrale, entre les mains d'hommes comme Montagu Norman de la Banque d'Angleterre, Benjamin Strong de la Banque de réserve fédérale de New York, Charles Rist de la Banque de France et Hjalmar Schacht de la Reichsbank, cherchait à dominer son gouvernement par sa capacité de contrôler les prêts consentis au Trésor, manipuler les taux de change, agir sur le niveau d'activité économique de son pays et influencer les politiciens coopératifs par des récompenses économiques ultérieures dans le monde des affaires.

La croissance du capitalisme financier a rendu possible une centralisation du contrôle économique mondial et l'utilisation de ce pouvoir au bénéfice direct des financiers et au préjudice indirect de tous les autres groupes économiques.

Carroll Quigley, historien, université de Georgetown, 1966

En juillet 1944, alors que les alliés commençaient à sortir du bocage normand et que de Gaulle était en train de prendre de vitesse les représentants de l'AMGOT (*Allied Military Government for Occupied*

Territories) bien décidés à imposer leur dollar (leur fausse monnaie dixit de Gaulle) les représentants de 44 pays se retrouvaient à la station balnéaire de Bretton Woods. Ils devaient débattre d'un programme économique mondial.

Les banquiers mondiaux avaient largement anticipé leur plan de domination mondiale par la monnaie. Pour ce faire, ils avaient créé deux organisations mondiales : le *Royal Institute of International Affairs* (RIIA), en Angleterre, et le *Council on Foreign Relations* (CFR), aux États-Unis. Sans être inconnues, elles n'étaient pas encore directement intervenues dans le domaine strictement financier.

Leur but ultime était d'établir un gouvernement mondial et un système monétaire unifié pour le monde entier. En gros, ce qui est appelé le monde « global » ou encore monopolaire.

Pour y arriver, les pays dits « souverains » doivent perdre le pouvoir de décision monétaire et économique. La mise en servitude des peuples doit être réalisée au moyen de la dette.

Une question préalable avant l'ouverture des négociations concernait la BRI. Devait-on la fermer ou non ? Keynes, qui dirigeait la représentation britannique, voulait la conserver alors que Morgenthau, qui parlait pour le trésor américain, voulait la fermer.

Voici le résumé d'Hong Bing Song :

Le 20 juillet 1944, lors de la conférence de Bretton Woods, la question de l'abolition de la BRI fut enfin mise sur le tapis. Keynes et Harry Dexter White, les deux architectes en chef, réfléchirent aux comportements suspects de la banque en temps de guerre et commencèrent à soutenir sa dissolution. Mais leur attitude changea subitement. Lorsque Keynes frappa à la porte de Morgenthau, ce dernier fut surpris de voir son interlocuteur, d'ordinaire rationnel et irréprochable, se mettre à rougir et ne plus contrôler ses émotions. Keynes affirma du ton le plus calme possible que la BRI devait rester opérationnelle, au moins jusqu'à la création du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale. Il tenta vainement de faire accepter cette idée à Morgenthau, lequel, malgré l'énorme pression

politique sur le sujet, n'en démordit pas et dit qu'il fallait l'abroger. Keynes finit par concéder qu'il fallait fermer la BRI, mais que l'on devait attendre le moment opportun. Morgenthau insista pour dire que « le plus tôt serait le mieux ». Dépité, Keynes rentra chez lui et convoqua immédiatement une réunion d'urgence avec la délégation britannique, à deux heures du matin, puis rédigea personnellement une lettre à Morgenthau pour demander que la BRI continue de fonctionner. Le deuxième jour de réunion, la délégation de Morgenthau adopta une résolution pour dissoudre la BRI. Lorsqu'il en fut informé, Mc Kittrick écrivit immédiatement une lettre à Morgenthau et au ministre des Finances britannique, soulignant que la BRI aurait encore un rôle à jouer après la guerre. Mais il ajouta aussi que ses comptes ne pouvaient être rendus publics ni présentés à aucun gouvernement. Ce secret a tenu jusqu'à aujourd'hui.

Les accords de Bretton Woods devaient consacrer la nouvelle monnaie internationale. Jusqu'à l'entrée en guerre de 1941, ce rôle était dévolu à la monnaie anglaise, la « livre sterling ».

La position d'influence des États-Unis au sortir de la guerre, même s'ils n'étaient pas encore une puissance nucléaire, mettait le dollar dans une bonne position. D'autant plus qu'il avait gardé sa convertibilité en or, ce qui était un gage de stabilité pour cette monnaie.

La délégation anglaise, conduite par Keynes, tenta vainement de proposer une nouvelle monnaie, le « Bankor » qui n'existait pas encore. Cette monnaie aurait présenté l'avantage de ne pas être contrôlée par un pays donné.

Le choix des banquiers internationaux s'est naturellement porté sur le dollar, qu'ils contrôlaient au travers de la Réserve fédérale. En définitive, c'est lui qui fut choisi, malgré l'inconvénient qu'il fut également la monnaie domestique américaine.

[Robert Triffin](#), un économiste qui suivait les travaux de Bretton Woods, énonça ce qui est devenu le « dilemme de Triffin » :

Le dilemme de Triffin (ou paradoxe de Triffin) est un paradoxe économique dans lequel se trouvent les pays dont la monnaie est une monnaie de réserve

internationale. Ce pays, alors qu'il est dominant, doit nécessairement être en déficit commercial pour que les agents économiques non résidents détiennent sa monnaie. Être le pays de référence dans le système monétaire international exige donc d'être constamment en déficit; or, en l'étant trop longtemps, les agents perdent confiance dans la monnaie, ce qui accélère la fin du statut de la monnaie comme hégémonique.

Ces propos, de pur bon sens, se révélèrent prophétiques. Cette nécessité de produire des dollars en nombre suffisant pour les besoins du commerce international est incompatible avec le maintien de sa convertibilité en or.

Nous verrons plus loin comment ce paradoxe s'est résolu et il est difficile de croire que cet aspect de la chose avait échappé aux banquiers mondialistes...

Le dollar a été choisi comme nouvelle monnaie internationale et, pour montrer que les banquiers mondialistes se souciaient du sort des peuples, un «lot de consolation» fut octroyé sous la forme d'un FMI (Fonds Monétaire International) et d'une Banque Mondiale de façon à «aider» les pays qui n'arriveraient pas à faire face à leurs dettes. Pour faire bonne mesure, les postes de direction de ces deux organismes seront réservés à des Européens.

Voici l'avis de Joseph Stiglitz, ancien chef économiste de la Banque mondiale :

Ils diront que le FMI est arrogant. Ils diront que le FMI n'écoute pas vraiment les pays en développement qu'il est censé aider. Ils diront que le FMI est secret et à l'abri de la transparence démocratique. Ils diront aussi que les remèdes économiques du FMI aggravent souvent les choses, en transformant les ralentissements économiques en récessions et les récessions en dépressions.

Et ils auront raison, j'étais l'économiste en chef de la Banque Mondiale, de 1996 jusqu'en novembre dernier, durant la plus grave crise économique mondiale depuis un demi-siècle. J'ai vu comment le FMI, en tandem avec le Département du Trésor américain, y a répondu. Et cela m'a scandalisé.

Et Hong Bing Song ajoute, sur ce sujet :

Joseph Stiglitz tenait ces propos plus que sceptiques contre le FMI et la Banque Mondiale, dont il était employé, juste une semaine avant la tenue de son assemblée générale, en 2000. Son président, James Wolfensohn, le fit partir en « retraite forcée ». Pour être plus précis, c'est le ministre des Finances américain, Lawrence Summers, qui le congédia. En effet, le Trésor américain possède 17 % des parts de la Banque Mondiale, ainsi qu'un droit de véto et le pouvoir de nommer et de révoquer son président. Autant dire qu'il la contrôle entièrement. Summers détestait Stiglitz, au point qu'il manigança pour qu'il ne prenne pas une retraite discrète, mais qu'il soit limogé et qu'il se sente humilié. Mais cela n'empêcha pas Stiglitz de remporter le prix Nobel d'économie en 2001 et de devenir le principal conseiller économique du Président Clinton. Stiglitz rencontra de nombreux écueils, en raison de son attitude critique envers les banquiers qui soutenaient la mondialisation. Cependant, même si sa perception et son jugement des institutions financières internationales étaient fondés sur des informations de première main, il n'a jamais été jusqu'à reconnaître que « créer les problèmes et les utiliser » était la vraie mission de ces organismes.

Nous reviendrons dans quelques pages sur le rôle joué par le FMI et la Banque mondiale sur des exemples concrets.

La fin de la convertibilité en or du dollar.

Depuis 1933 et F. D. Roosevelt, le dollar ne pouvait plus être échangé contre de l'or par les citoyens américains. Le « *Gold Standard* » devenait le « *Gold Exchange Standard* », car les Américains ne pouvaient plus détenir d'or métal et avaient dû l'échanger contre des dollars auprès de leur Réserve fédérale locale. Par contre, les détenteurs étrangers conservaient la possibilité d'échanger leurs dollars contre de l'or.

En 1944, les accords de Bretton Woods ont rattaché les monnaies étrangères au dollar puis seulement le dollar à l'or, passant ainsi du « *Gold Exchange Standard* » au « *Dollar Exchange Standard* ».

Dans un troisième temps, seules les banques centrales étrangères conservèrent le droit d'échanger leurs dollars contre de l'or.

Ces différentes étapes étaient conçues pour éloigner l'or de son rôle de monnaie et, au fil du temps, pouvoir décorrélérer l'or du dollar, ce qui était le but ultime. Certains avaient vu la manœuvre et avaient réagi.

Ce fut le cas du Président de Gaulle, conseillé par deux économistes de talent, Jacques Rueff et Maurice Allais, qui, lors d'une [conférence de presse en février 1965](#), dénonça toute l'iniquité du système monétaire.

Voici ce que publiait le site «[Orobel.biz](#)» en 2021 sur ce sujet :

En France, le système de Bretton Woods a été qualifié de «privilege exorbitant de l'Amérique»; une expression qui a été inventée dans les années 1960 par Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre français des Finances. L'expression a souvent été attribuée à Charles de Gaulle de manière erronée, qui aurait eu des opinions similaires.

En effet, il a abouti à un «système financier asymétrique» où les citoyens non américains «se voient soutenir le niveau de vie américain et subventionner les multinationales américaines». Comme l'a résumé l'économiste américain Barry Eichengreen : *«Il ne coûte que quelques cents au Bureau de la gravure et de l'impression pour produire un billet de 100 dollars, mais les autres pays devaient déboursier 100 dollars de biens réels pour en obtenir un».*

En février 1965, le président Charles de Gaulle a annoncé son intention d'échanger ses réserves en dollars américains contre de l'or au taux de change officiel. Il a envoyé la marine française outre-Atlantique pour ramasser la réserve d'or française et a été suivi par plusieurs pays. Comme cela a entraîné une réduction considérable du stock d'or américain et de l'influence économique américaine, cela a conduit le président américain Richard Nixon à mettre fin unilatéralement à la convertibilité du dollar en or le 15 août 1971. Cela devait être une mesure temporaire, mais le dollar est devenu définitivement une monnaie fiduciaire flottante en octobre 1976, le gouvernement américain a officiellement changé la définition du dollar; les références à l'or ont été supprimées des lois.

On peut penser que, compte tenu de la grande quantité de dollars à émettre pour les transactions internationales, la convertibilité en or de chacun de ces dollars ne pouvait être garantie. Mais ce n'était plus le problème dès l'instant où le dollar était reconnu comme monnaie internationale. **Son émission ne coûtant, de fait, que le papier et l'encre pouvait être illimitée dès l'instant où ces dollars ne revenaient jamais sur le sol américain et ne risquaient pas de déclencher une spirale inflationniste.** Keynes, qui était le grand instigateur du couple «FMI-Banque mondiale», avait instauré des «droits de tirages spéciaux» qui sont une sorte «d'or papier». Cela revient à déterminer une monnaie purement fiduciaire qui, comme l'or, ne se dévaluera jamais, mais ne sera jamais non plus convertible en or. Keynes y pensait depuis 1940, mais on ne peut dire quelle a été l'utilité réelle de cette monnaie, si ce n'est de camoufler temporairement les émissions de dollars de la Fed.

Les banquiers internationaux y avaient mis le temps, mais la phase finale de la domination du monde se présentait sous les meilleurs auspices.

La création de l'ONU

La fin de la guerre a permis aux organisations mondialistes de pousser leurs feux. Nous avons vu que le CFR, créé par la *Round Table* américaine (banquiers internationaux), était à l'origine de la SDN (Société des Nations), mais que celle-ci n'avait pu prospérer en raison de l'isolationnisme du peuple américain. Il a donc fallu attendre le 8 décembre 1941 (lendemain de Pearl Harbor) pour qu'un éditorial de la page deux du *Baltimore News-Post* prédise l'existence d'une nouvelle ligue mondiale qui formulerait une «*déclaration fondamentale des Droits de l'Homme [...], et pour protéger ces droits, le système aura dans certains cas le pouvoir de prendre des mesures contre des individus et de les punir.*»

En 1945, se tint à San Francisco une conférence à l'issue de laquelle l'ONU (Organisation des Nations Unies) fut créée. Cet événement fondamental était un énorme pas que les mondialistes venaient de franchir. Il n'est pas anodin de rappeler que le bâtiment de l'ONU, situé à New York, a été

construit sur un terrain qui appartenait au groupe Rockefeller. Depuis, l'ONU a été le siège d'un grand nombre d'organisations mondialistes. De Gaulle, pour qui c'était un « machin », ne s'y est jamais rendu.

Chapitre 16

Le choc pétrolier de 1973

Une nouvelle fois, faisons appel à *La Guerre des monnaies* :

En 1969, personne ne s'enquit du « grand lancement de la monnaie mondiale des droits de tirages spéciaux ». En 1973, voyant les événements leur échapper, les banquiers internationaux menèrent des consultations d'urgence au sein d'une réunion du Bilderberg, pour essayer de contenir la situation périlleuse dans laquelle se trouvait la finance mondiale et restaurer à nouveau la confiance du public dans le dollar. Walter Levy, un stratège financier américain, proposa un plan audacieux et surprenant : laisser la flambée des prix du pétrole atteindre 400 %, car il était possible d'en tirer profit. Les grandes entreprises pétrolières et un consortium de 84 membres participèrent à cette réunion. Engdhal en conclut : *« Ce que les puissants, regroupés dans le Bilderberg, avaient décidé de façon évidente en ce mois de mai était de lancer un assaut colossal contre la croissance industrielle dans le monde, afin de faire pencher la balance du pouvoir une nouvelle fois à l'avantage des intérêts financiers anglo-américains et du dollar. »* Pour ce faire, ils décidèrent d'utiliser leur arme la plus efficace — le contrôle des flux mondiaux de pétrole. La politique du Bilderberg était de déclencher un embargo mondial sur le pétrole, pour forcer une augmentation radicale des prix mondiaux des hydrocarbures. Depuis 1945, le pétrole mondial a été fixé en dollars, selon une habitude internationale, puisque les sociétés pétrolières américaines dominaient le marché de l'après-guerre. Par conséquent, une augmentation importante et soudaine des prix des hydrocarbures signifiait une augmentation radicale équivalente de la demande mondiale en dollars pour payer les achats nécessaires en hydrocarbures. Pour qualifier la flambée des prix du pétrole qui s'ensuivit, Kissinger évoqua laconiquement un « recyclage du flux de pétrodollars ».

C'est en 1973 également que naquit la Commission trilatérale. Brzezinski et David Rockefeller en furent à l'origine. Il s'agissait de regrouper les

meilleurs économistes de l'Occident et du Japon et de faire se rencontrer avec des banquiers, de grands entrepreneurs et des dirigeants politiques.

« Dans ce pays, nous pouvons avoir la démocratie ou nous pouvons avoir une forte concentration de richesse, mais nous ne pouvons pas avoir les deux. » Louis Brandeis, juge à la Cour Suprême des États-Unis (1916-1939).

Hong Bing Song écrit à propos de la Commission trilatérale :

La Trilatérale et le Bilderberg sont des organismes périphériques du CFR, et les décisions les plus importantes et les plus secrètes ne sont prises que dans les cercles de Londres et de Wall Street. La Trilatérale et le Bilderberg cherchent à définir « une pensée unique », « une marche coordonnée ». La mission la plus importante de la Trilatérale consiste à ne ménager aucun effort pour promouvoir les grands idéaux que constituent un « gouvernement mondial », une « monnaie mondiale » et, finalement, un axe Londres/Wall Street, qui tracerait la voie au « Nouvel ordre mondial ».

Assez paradoxalement, c'est peut-être la création de la Commission trilatérale qui a fait « capoter » tout le projet mondialiste.

Chapitre 17

Le recrutement des élites mondialistes

Avant le limogeage de Joseph Stiglitz, celui-ci avait pu prendre connaissance d'un certain nombre de documents « confidentiels » du FMI et de la Banque mondiale. Ces textes contenaient un certain nombre de clauses qui, naturellement, n'étaient pas publiées et qui enjoignaient les dirigeants des pays sollicitant l'aide du FMI.

Voici ce que dit Hong Bing Song :

Ces pièces montraient que les pays bénéficiaires d'aides d'urgence devaient signer jusqu'à 111 clauses confidentielles, parmi lesquelles l'obligation pour les dirigeants politiques locaux d'ouvrir un compte bancaire en Suisse ou de vendre des biens publics essentiels : eau, électricité, gaz, chemins de fer, télécommunications, pétrole, banques, etc. En échange d'un prétendu plan d'aide au développement, les États bénéficiaires s'engageaient donc à adopter des mesures économiques qui étaient en fait complètement destructrices. Et si leurs dirigeants avaient le courage de refuser ces conditions aliénantes, leurs pays étaient inscrits sur une « liste noire » des pays interdits de prêts d'urgence sur les marchés financiers internationaux. Dès lors, on comprend mieux la fureur des banquiers internationaux contre la Chine, qui propose sans condition supplémentaire des prêts aux pays du tiers-monde. La Chine offre à de nombreux pays désespérés une alternative de développement sans contrepartie destructrice. Stiglitz révéla que la même prescription attendait tous les pays sans distinction. Première potion : la privatisation ou, plus précisément, la « corruption généralisée ». Les dirigeants des pays bénéficiaires n'avaient qu'à être d'accord pour vendre au rabais les actifs appartenant à l'État et recevaient une commission de 10 %, versée directement sur leur compte secret en Suisse. Selon les propres mots de Stiglitz : « *Vous pouviez voir leurs yeux s'écarquiller* » à la perspective de toucher plusieurs milliards de dollars.

En 1995, éclata en Russie la plus grosse affaire de corruption liée au processus de privatisation, mais le point de vue du Trésor des États-Unis était que c'était

merveilleux, car il voulait qu'Eltsine soit réélu. Il se moquait bien de savoir si cette élection était corrompue. Ils voulaient que l'argent aille à Eltsine. Stiglitz n'était pas obnubilé par la conspiration, il a juste vécu cette partie de l'intérieur. Mais quand il vit que la production avait chuté de près de la moitié en Russie du fait de la corruption, et que le pays était tombé dans une grave récession économique, en tant qu'économiste doté d'une conscience et d'un sens de la justice, il fut profondément scandalisé par l'attitude ignoble de la Banque Mondiale et du Trésor américain. Second remède : l'ouverture des marchés des capitaux. En théorie, la libéralisation du mouvement des capitaux implique qu'ils puissent entrer et sortir librement dans le cadre du commerce international et de l'investissement productif. Mais en théorie seulement... Dans le monde réel, dans des cas concrets comme les tempêtes financières qu'ont connu l'Asie ou le Brésil, la libre entrée des capitaux entraîne la spéculation sur les marchés boursiers, l'immobilier et les devises. À l'aube de la crise économique, les capitaux spéculatifs ne faisaient qu'aller et venir. Ces capitaux spéculatifs que Stiglitz appelle « le capital fébrile » étaient toujours les premiers à fuir, et les réserves de change des pays touchés étaient asséchées en quelques jours, voire en quelques heures.

Les conditions imposées par le FMI pour tendre la main étaient le resserrement monétaire puis le relèvement absurde des taux d'intérêt, à 30 %, 50 %, 80 %. De tels taux d'intérêt détruiraient impitoyablement la valeur de l'immobilier, la capacité de production industrielle et assécheraient la richesse accumulée par la société depuis des années. Troisième médicament : la détermination des prix par le marché. Quand les pays touchés, plus morts que vifs, sont amenés à cette étape par le FMI, inévitablement, ce sont les prix de la nourriture, de l'eau, du gaz et des produits indispensables au quotidien pour la population qui augmentent. Le résultat est facile à imaginer : manifestations et soulèvements populaires.

Mais il n'y avait pas que le FMI pour « pousser à la faute » des pays fragilisés par leur manque de ressources. John Perkins décrit les actions qu'il a dû mener dans son livre *Les Confessions d'un assassin financier*. Il écrit dans sa préface une synthèse de son métier :

Les assassins financiers sont des professionnels grassement payés qui escroquent des milliards de dollars à divers pays du globe. Ils dirigent l'argent de la Banque mondiale, de l'Agence américaine du développement international

(USAID) et d'autres organisations «humanitaires» vers les coffres de grandes compagnies et vers les poches de quelques familles riches qui contrôlent les ressources naturelles de la planète. Leurs armes principales : les rapports financiers frauduleux, les élections truquées, les pots-de-vin, l'extorsion, le sexe et le meurtre. Ils jouent un jeu vieux comme le monde, mais qui a atteint des proportions terrifiantes en cette époque de mondialisation.

Hong Bing Song prend le relais et poursuit :

Lorsque la dette ne pouvait être liquidée, la Banque Mondiale et le FMI venaient demander «leur dû en chair sanglante», c'est-à-dire la revente des biens publics essentiels des pays, comme les systèmes de distribution d'eau, le gaz naturel, l'électricité, le transport, les communications, etc. Si le travail de «l'assassin financier» n'était pas assez efficace, la CIA envoyait un «chacal» pour assassiner les dirigeants du pays, et si le chacal échouait également, on déployait la machine de guerre. En 1971, Perkins fut envoyé en Indonésie, où il accomplit avec succès sa tâche d'assassin économique, en laissant derrière lui un pays embourbé dans une lourde dette. Ensuite, il se rendit en Arabie Saoudite pour appliquer le plan de «recyclage des pétrodollars». Soutenu par Kissinger, sa tâche consistait en «maximiser les paiements qui seraient versés aux compagnies américaines et rendre l'Arabie Saoudite de plus en plus dépendante des États-Unis.»

Richard Gardner a été membre du Comité consultatif du Président sur la politique et les négociations commerciales et du Comité consultatif du Département d'État sur la politique économique internationale. En 1963, il a reçu le prix Arthur S. Flemming en reconnaissance de son travail exceptionnel au sein du gouvernement fédéral. Ses recherches portent sur la politique étrangère des États-Unis, avec un accent particulier sur les Nations Unies et les organisations internationales, notamment les organisations économiques comme l'OMC, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Voici ce qu'il écrivait au sujet du mondialisme : *«En bref, l'édifice de l'ordre mondial devra être construit de bas en haut plutôt que de haut en bas. [...] Un faux-fuyant contournant la souveraineté nationale et l'érodant morceau par morceau donnera de bien meilleurs résultats qu'un assaut frontal suranné.»*

On ne saurait mieux résumer cette stratégie de la destruction progressive de souveraineté des nations et, par là même, celle des peuples.

Nikola Mircovic, dans son livre *L'Amérique-empire* résume très bien la situation : « *Plutôt que de coloniser les pays entiers, il est beaucoup plus économique et efficace de coloniser leurs élites.* »

Le club des Bilderberg

En 1954, David Rockefeller et le prince Bernhard des Pays-Bas fondent le « Club des Bilderberg », du nom de l'hôtel où se réunirent les premiers participants. Il est situé dans la ville d'Oosterbeek, en Hollande. Considéré comme une organisation parmi les plus secrètes du monde, le « Bilderberg » organise chaque année dans un lieu différent une « conférence annuelle » à laquelle des personnalités « prometteuses » sont invitées. Car on n'y vient pas comme cela. Il faut être invité et s'engager à suivre un protocole très strict, notamment sur la confidentialité des débats.

Quels sont ses buts ?

Daniel Estulin, dans son livre *La véritable histoire des Bilderbergers* écrit, citant Kissinger s'exprimant en 1992 à Évian devant le *Bilderberg group* :

Aujourd'hui, les Américains seraient scandalisés si les troupes de l'ONU pénétraient dans Los Angeles pour rétablir l'ordre ; mais, demain, ils leur en seront reconnaissants. Ceci est particulièrement vrai si on leur dit qu'il existe une menace externe indéterminée, qu'elle soit réelle ou imaginaire, qui vise nos existences mêmes. Ce n'est qu'alors que l'ensemble des peuples du monde suppliera les dirigeants de la planète de les délivrer de ce qu'ils verront comme le mal. Tous les hommes craignent l'inconnu. Quand on leur présentera un scénario de ce genre, ils abandonneront volontairement leurs droits individuels pour être assuré du bien-être que leur apportera un gouvernement mondial.

On peut lire un peu plus loin dans le même ouvrage :

Dans son livre *The future of Federalism*, Nelson Rockefeller affirmait : «*Aucune nation ne peut aujourd'hui défendre sa liberté ou accéder aux besoins et aspirations de sa propre population de l'intérieur de ses frontières, ou de par ses propres et uniques ressources [...] C'est la raison pour laquelle l'État-nation isolé risque de bien des façons de paraître aussi anachronique que l'étaient devenues les cités-États grecques de l'Antiquité.*»

Pour dissiper tout doute (s'il en restait), voici ce qu'écrivait David Rockefeller en 1991 :

Il nous aurait été impossible de développer nos plans pour le monde si nous avions été soumis à l'exposition publique durant toutes ces années. Mais le monde est maintenant plus sophistiqué et préparé à entrer dans un gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est assurément préférable à l'autodétermination nationale pratiquée dans les siècles passés.

Tout est dit sur les intentions du Bilderberg...

Une recherche rapide sur ces deux organisations que sont le Club des Bilderberg et la Commission trilatérale montre que **nombre de dirigeants «euro-mondialistes» ont assisté au moins une fois à une de leurs conférences**. En France, pratiquement un Premier ministre sur deux nommé depuis trente ans est dans ce cas. Mais il y a également des banquiers, des journalistes et de grands patrons de l'industrie.

Chapitre 18

Après le monde occidental, les banquiers mondialistes s'attaquent à l'Asie

À la fin des années 1970, l'axe Wall Street/City contrôlait toute la monnaie occidentale par le dollar. On peut lire dans *La Guerre des monnaies* la description du plan d'attaque des monnaies asiatiques :

Leur objectif stratégique ultime est une « désintégration contrôlée » de l'économie mondiale, afin de poser les fondations d'un « gouvernement mondial », doté d'une « monnaie globale » et d'un « impôt mondial ». Ce gouvernement mondial serait dominé par l'axe « Wall Street/La City ». Il faut noter que l'oligarchie financière internationale constitue un « super groupe d'intérêts particuliers ». Les banquiers internationaux ne sont fidèles à aucun gouvernement. Bien au contraire, ils les contrôlent tous ou tentent de les contrôler tous. Et s'ils contrôlent les gouvernements, alors ils contrôlent les États, les nations et les peuples. Ils disposent de deux instruments d'une puissance inouïe : l'armée des USA, qu'ils ont lentement phagocytée ; et le dollar, dont ils ont le monopole d'émission. Ils échafaudent des plans redoutables et lorsque la situation est mûre, ils passent à l'attaque. La Grande Dépression de 1929 fut leur coup de maître. Elle leur a permis d'inciter ou de contraindre toujours plus de gouvernements à abandonner toujours davantage de leur souveraineté. Ils mettent méthodiquement en place des systèmes monétaires et des gouvernements régionaux. Aujourd'hui, la Chine se trouve dans leur ligne de mire et il ne fait aucun doute qu'ils cherchent par tous les moyens à attaquer le système financier chinois. La question n'est pas de savoir si cela se produira, mais quand et comment ? Évidemment, il ne faut pas s'attendre à autre chose que des conséquences désastreuses pour le peuple chinois. La tactique qu'ils adopteront contre la Chine sera peut-être semblable à l'attaque qu'ils ont menée contre le Japon, en créant d'abord une énorme bulle de valeurs mobilières, au cours de laquelle l'économie chinoise passera subrepticement « sous leur aile ». On connaîtra d'abord plusieurs années de très forte croissance, tout comme le Japon des années 1985-1990, puis ils mettront en œuvre leur jeu

de massacre généralisé. Ils lanceront une frappe financière dévastatrice, à la façon d'une frappe nucléaire, sans contact et à distance ; ils feront en sorte que le monde entier perde confiance dans l'économie chinoise ; et les fonds d'investissement nationaux et internationaux s'enfuiront. Finalement, ils organiseront la grande braderie des actifs essentiels de la Chine et commenceront leur désintégration systématique de l'économie chinoise. C'est la condition *sine qua non*, mais aussi l'étape la plus difficile, du processus d'unification mondiale. Toutefois, un sérieux obstacle se dresse en travers de leur route : le Parti communiste chinois qui gouverne sans partage l'Empire du Milieu. Car pour «démembrer» l'économie chinoise, il faut d'abord passer par la case «démocratisation», et comme le PC chinois ne l'entendra pas de cette oreille, ce ne sera pas chose aisée...

La conférence du Bilderberg de 1973 à Satsjöbaden fut le cadre où s'élabora la stratégie de destruction des économies asiatiques. L'Asie produit très peu de pétrole et doit en importer la majeure partie du Moyen-Orient pour satisfaire la demande industrielle.

Participaient à cette réunion les deux co-fondateurs du Bilderberg, le prince Bernhard, mari de la reine Juliana, principale actionnaire de la Royal Dutch Shell, président de la réunion, et David Rockefeller. Ce dernier, outre le fait qu'il dirige en pratique le Bilderberg, est également le président de la Chase Manhattan Bank ainsi que l'actionnaire de référence de la compagnie pétrolière Exxon. Zbigniew Brzezinski et Edmond de Rothschild y participent également.

C'est Walter J. Levy, expert en affaires pétrolières, qui présenta le plan pour arriver à une augmentation de 400 % du prix du baril sur l'exercice 1973.

Hong Bing Song rapporte :

Ce plan audacieux devait permettre d'atteindre plusieurs objectifs. D'abord, étant donné que depuis la généralisation des transactions pétrolières mondiales en dollars US, le prix du baril avait été multiplié par quatre, la demande mondiale de dollars avait augmenté afin de couvrir les échanges massifs de cette devise entre les pays après la suppression de sa convertibilité en or. Par ailleurs, grâce au travail efficace de «l'assassin économique» quelques années auparavant, de nombreux pays d'Amérique latine et d'Asie du Sud-est avaient

souscrit des prêts excessifs. Dès que les prix du pétrole se mettraient à flamber, les États-Unis augmenteraient fortement leurs taux d'intérêt, et ces pays en sous-développement économique, mais riches en ressources, deviendraient un troupeau d'agneaux attendant d'être abattus. La meilleure partie de ce plan était qu'on pouvait blâmer les autres! Après avoir manigancé l'attaque d'Israël par l'Égypte et la Syrie, les États-Unis provoquèrent les Arabes en soutenant Israël, incitant les pays arabes, sous l'emprise de la colère, à mettre en place un embargo contre les pays occidentaux. Les prix du pétrole s'envolèrent et la colère du monde se reporta sur les pays arabes. [...]

D'un côté, les banquiers internationaux regardaient de loin les tigres s'entre-tuer, et de l'autre, ils s'assuraient que les pétrodollars refluaient, et faisaient ainsi d'une pierre deux coups : sortir le dollar de sa position de faiblesse, reprenant ainsi l'initiative sur le champ de bataille financier ; et pouvoir tondre aisément dans la douleur les moutons d'Amérique latine ou d'Indonésie. Ce plan était merveilleux... Si l'on jette un regard rétrospectif sur les actions des banquiers internationaux au cours de l'Histoire, on se rend compte qu'ils ont toujours suivi un « algorithme optimal ». Ils atteignaient au moins trois de leurs objectifs au moyen de leurs grandes opérations stratégiques, et réussissaient toujours un doublé gagnant. Les banquiers internationaux ont toujours été des maîtres en « coups combinés ». En l'occurrence, la collaboration des deux « Nio » (divinités japonaises) que sont Brzezinski et Kissinger dans la mise en œuvre du plan des banquiers fut extrêmement fructueuse.

Pour justifier l'augmentation des taux d'intérêt, une politique très inflationniste devait être mise en place et c'est ce qui se passa à la fin des années 1970 et début des années 1980. Le taux d'intérêt américain passa à 20 % en 1981 et cela devenait intenable pour tous les pays qui devaient s'endetter en raison du prix du pétrole.

La dette des pays en voie de développement qui s'élevait à 130 milliards en mai 1973 quintupla en 1982 pour atteindre 612 milliards. Au Mexique, pays producteur de pétrole, le président Lopez Portillo voulait profiter du prix du pétrole pour faire des investissements destinés à développer l'économie de son pays, mais les banquiers mondialistes des États-Unis ne voulaient pas que ce pays puisse leur faire concurrence. Ils exigèrent le remboursement des dettes et le peso chuta de 30 %, ce dont le Mexique n'a jamais pu se relever.

En 1982, devant l'Assemblée générale des Nations Unies, Lopez fut le premier à se rebeller contre les diktats de la finance mondialisée. Deux mois plus tard, Lopez Portillo a été remplacé à la tête du Mexique.

Puis ce fut le tour de l'Argentine, du Brésil, du Pérou, du Venezuela, le l'Afrique noire et de certains pays d'Asie. William Engdahl décrit ainsi ces mécanismes de spoliation :

«[...] les puissants intérêts bancaires privés de New York et de Londres rejetèrent toutes les voies de la raison. Ils s'arrangèrent pour amener la Réserve fédérale, la Banque d'Angleterre et, ce qui est le plus important, le pouvoir du Fonds Monétaire International, à agir comme le "gendarme" international dans ce qui devait devenir l'opération organisée de pillage la plus concertée de l'histoire moderne, dépassant de loin tout ce qui avait été fait dans les années 1920. Contrairement à l'impression soigneusement cultivée dans les médias en Europe de l'Ouest et aux États-Unis, les pays débiteurs ont remboursé plusieurs fois les usuriers new-yorkais et londoniens, ces "Shylock" des temps modernes, avec le sang et la "livre de chair" proverbiale. Il est faux de dire que de grands pays du tiers-monde, après août 1982, ont refusé de payer. Sous la pression du FMI, ils avaient le "couteau sous la gorge" et durent signer avec les principales banques privées, souvent conduites par Citicorp ou la Chase Manhattan de New York, ce que les banques ont appelé par euphémisme l'endettement».

Mais le vent de la révolte allait se lever.

Chapitre 19

La dédollarisation : le talon d'Achille des banquiers mondialistes

Dès les années 1970, l'Asie du Sud-est avait un modèle économique qui commençait à inquiéter l'axe City/Wall street. Ces pays avaient réussi à mettre en œuvre des politiques économiques très efficaces. **Elles reposaient sur un taux d'épargne très élevé et des investissements importants au plan national afin de favoriser l'exportation.** Ces actions propulsèrent ces pays du Sud-est asiatique vers une prospérité économique sans précédent.

Ce modèle ne pouvait que faire des émules et nombre de pays « en voie de développement » l'adoptèrent à leur tour, en totale opposition avec le « [Consensus de Washington](#) » de 1989.

Ce dernier prônait en apparence une politique de libre-échange, mais devait surtout **provoquer la destruction contrôlée de l'économie organisée par les banquiers mondialistes.**

Ces derniers agirent afin de créer une forte dépréciation de leurs monnaies par rapport au dollar afin de pouvoir racheter à bas prix leurs entreprises. La première victime désignée fut la Thaïlande. Dès 1994, celle-ci en ressentit les effets qui se traduisirent par un affaiblissement du baht causé par la dépréciation des monnaies chinoise et japonaise. Sa dette extérieure atteignit 106 milliards de dollars et ses réserves de change étaient de 38 milliards de dollars, mais cela n'allait pas durer.

La Thaïlande tenta bien d'augmenter son taux d'intérêt, mais cela aggrava la situation.

Le piège tendu par les banquiers mondialistes fonctionnait et la Thaïlande encaissa une double défaite. Elle perdit face aux pirates de la finance internationale qui jouaient la baisse de sa monnaie et elle perdit face au FMI.

Les autres pays de l'Asie du Sud-Est analysèrent la situation et arrivèrent à la conclusion qu'ils devaient constituer leur propre fonds monétaire régional, pour échapper à la tutelle des banquiers mondialistes.

Ils se heurtèrent immédiatement aux pays occidentaux qui mirent tout en œuvre pour enrayer le processus. Voici ce qu'a déclaré Strott Talbot, secrétaire d'État adjoint au Département américain : *« Nous pensons que l'institution appropriée pour s'occuper d'un problème comme celui-ci doit être transrégionale et internationale, plutôt qu'une [institution] régionale nouvellement créée, parce que le problème a lui-même des ramifications qui vont bien au-delà des frontières de cette région. »*

Laurence Summers, Secrétaire adjoint au Trésor, s'y opposa violemment et, en définitive, le « coup de pied de l'âne » vint de Singapour par son vice-premier ministre qui pensait aux risques moraux que ferait courir la création d'un tel fonds.

Cependant, le Premier ministre de Malaisie, Mahathir bin Mohamad, sema le doute :

Si le négoce des devises doit être autorisé, alors il devrait être transparent et régulé. Il est ridicule qu'au moment où l'on exhorte les gouvernements et toutes les autres entreprises à l'ouverture et à la transparence, on autorise le négoce des devises à se faire dans un secret presque absolu. Nous ne savons qui ils sont, de combien de capital ils disposent, combien ils ont emprunté, quelle devise ils détiennent, à qui ils vendent et à qui ils achètent. Combien d'impôts payent-ils sur les profits qu'ils ont réalisés sur leurs pays cibles, et à qui ? Assurément, ces pays ne collectent d'eux aucun impôt.

Qui sont ces banquiers qui peuvent mettre à la disposition de leurs clients des milliers de milliards de dollars ? Quelle est la ressource en capital de ces banques ? Combien d'argent y a-t-il été investi et par qui ? Comment ces banques peuvent-elles devenir plus riches que la plupart des pays dans le monde ?

Après la Thaïlande, ce fut le tour de la Corée du Sud, qui appela le « grand frère américain » à son secours. Mal lui en prit, car le Trésor américain fit pression sur le FMI pour « durcir » les conditions du sauvetage.

Voici ce qui est écrit dans *La Guerre des monnaies* sur les conditions draconiennes du FMI vis-à-vis de la Corée du Sud et concernant les investissements étrangers :

L'investissement étranger sur les marchés de capitaux sera libéralisé et les procédures d'investissement étranger direct seront simplifiées et rendues plus transparentes. D'ici à fin 1997, les entités étrangères seront autorisées à acheter 50 % des parts des sociétés coréennes cotées, puis 55 % à partir de fin 1998, pavant la voie à la prise de contrôle par les étrangers d'entreprises coréennes. Les banques étrangères pourraient être autorisées à former des coentreprises et installer des filiales.

Ce que les banquiers mondialistes n'avaient pas prévu, c'est que les Coréens se porteraient spontanément au secours de leur pays en apportant leur or et leur argent-métal. Cela permit d'éviter la faillite des banques et des grandes entreprises, obligeant les prédateurs financiers à renoncer à leur projet de « poulet à la découpe ».

Simultanément, la Thaïlande réussit à se libérer des griffes du FMI en remboursant une dette de douze milliards de dollars dès 2003. Le gouvernement thaïlandais encouragea les entreprises à ne plus payer leurs dettes résiduelles aux banquiers en raison du véritable pillage auquel ils s'étaient livrés en 1997. En 2006, un coup d'État militaire remplaça ce gouvernement...

Mais « l'esprit de liberté » avait soufflé. Si le projet du fonds asiatique n'avait pu être mené à bien, l'objectif d'échapper à la dictature du dollar demeurerait. **Il fallait s'organiser différemment et surtout trouver une organisation puissante de pays qui pourraient avoir cette volonté commune de ne plus utiliser ce dollar source de tant de malheurs.**

Les premières conversations entre le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine se tiendront en Russie en 2009 à Iekaterinbourg. Il s'agissait de constituer un

groupe géopolitique et économique qui, à terme, pourrait rivaliser avec le G7, trop «occidentalisé». **En 2011, l'Afrique du Sud vient les rejoindre et ce groupe portera le nom de BRICS.**

Leur axe principal est de contrer le dollar dans son rôle de monnaie internationale et également de pouvoir mettre un terme aux abus constatés de l'extra-territorialité du droit américain liée à l'utilisation du dollar.

Conscients du manque de stabilité dans le temps d'une monnaie purement fiduciaire, les BRICS commencèrent à étudier une nouvelle monnaie pour réaliser les transactions commerciales. Cette monnaie, pour demeurer stable, devrait avoir une valeur «intrinsèque». De plus, elle ne devra pas être créée sur une dette comme les monnaies fiduciaires actuelles.

Depuis une quinzaine d'années environ, on sentait bien un regain d'attention sur l'or. De Gaulle lui-même, depuis 1962, en a vanté les mérites. De plus, une monnaie convertible en or porterait un coup fatal au dollar.

Dans un premier temps, **les BRICS s'orientèrent vers une solution plus immédiate en revenant aux échanges bilatéraux directs.** Chaque pays paye ses importations dans sa propre monnaie. L'Inde, par exemple, paye le pétrole qu'elle achète à la Russie en roupies. Aujourd'hui, les BRICS+ regroupent officiellement dix pays, mais il y a de nombreuses candidatures à étudier.

Une règle de base est d'accepter de faire les transactions commerciales avec les autres BRICS+ dans la monnaie d'un pays membre du groupe. Au sommet de Rio en juillet 2025, leur réunion s'est élargie aux pays «partenaires» qui sont dix également et ont vocation à rejoindre les BRICS+ qui représentent aujourd'hui plus de la moitié de la population mondiale. Pour la première fois en 2023, le PIB des BRICS+ a dépassé celui de l'Occident (G7) en pouvoir d'achat. La guerre en Ukraine en 2022 et les sanctions américaines contre la Russie ont accéléré les transactions pétrolières directes entre la Russie et les pays comme la Chine et l'Inde. [Le yuan est en train de gagner d'importantes parts](#) de marché dans ces

échanges et le site « infoguerre » a publié ces lignes en 2023 :

La suprématie financière des États-Unis repose sur l'exclusivité du dollar en tant que véhicule du commerce mondial du pétrole. En cherchant à ébranler la suprématie du dollar dans le commerce pétrolier, le pétroyuan transforme cette compétition pour le statut de devise de référence dans les transactions pétrolières en une lutte pour la domination monétaire.

The Rise of the Petrodollar System : Dollars for Oil de Jerry Robinson (2002) évoque l'enjeu pour les États-Unis, dès les années 1970, de « *maintenir le système du pétrodollar* » qui « *devient le but premier de l'empire américain, tout le reste étant secondaire* ». Les États-Unis s'efforcent toujours de défendre et maintenir le statut du dollar comme monnaie de réserve mondiale pour préserver leur influence économique et géopolitique. Les enjeux sont considérables. Si le système du pétrodollar venait à s'effondrer, les États-Unis pourraient se retrouver dans l'incapacité d'imprimer de la monnaie excédentaire par rapport à la demande. Cela entraînerait probablement une situation où les nations étrangères liquideraient leurs réserves de dollars, provoquant une hyperinflation, en particulier par le biais d'une augmentation des taux d'intérêt et des prix du pétrole.

[...] Dans ce cadre, le pétroyuan émerge comme un défi sérieux à l'hégémonie du dollar dans le commerce pétrolier. Au-delà de la simple logique économique de promouvoir l'utilisation du yuan dans les échanges de pétrole et ainsi réduire sa dépendance vis-à-vis du dollar se profile un scénario écrit par Pékin qui vise à dégrader la puissance états-unienne en lui subtilisant son privilège et en affaiblissant le statut de sa monnaie. La possibilité de payer du pétrole en yuans entame le monopole du dollar en tant que devise internationale de réserve. Ce projet de la Chine pourrait donc être le début d'un long processus de dédollarisation de l'économie mondiale.

Début octobre 2025, [un article de « Réseau International »](#) rédigé par Wellington Calasans indiquait que la Chine allait prendre une initiative :

Le paysage financier international subit de profondes transformations qui menacent l'hégémonie historique du dollar américain. Alors que les États-

Unis maintiennent le dollar en tant que monnaie de réserve mondiale depuis des décennies, l'influence économique croissante de la Chine et ses initiatives stratégiques sont en train de remodeler les relations monétaires internationales. Cette transition ne se produit pas dans un vide, mais dans un contexte de tensions géopolitiques croissantes, où la dépendance excessive au système financier occidental s'est révélée vulnérable, comme l'a montré l'exclusion des banques russes du système SWIFT pendant la guerre en Ukraine. La Chine, profitant de ces faiblesses, a développé des alternatives susceptibles de réduire progressivement la dépendance mondiale au dollar, créant ainsi un système financier multipolaire. Hong Kong se trouve au cœur de cette transformation et prévoit d'établir le premier centre numérique mondial de règlement en or, une initiative visant à contourner le système de paiements dominé par l'Occident.

Selon le South China Morning Post, le directeur général John Lee Ka-Chiu devrait détailler cette stratégie dans son prochain discours politique, des conseillers proposant une structure pour le commerce de l'[or tokenisé](#) qui renforcerait la position de Hong Kong en tant que centre financier international. Cette mesure ne stimulerait pas seulement le commerce de l'or en Asie, mais constituerait également une protection stratégique contre les sanctions occidentales, en permettant des transactions sans dépendre du système SWIFT. L'or tokenisé apparaît comme un actif neutre qui pourrait faciliter le commerce international sans conversion en dollars.

Les implications géopolitiques de ces changements sont profondes, car elles réduisent l'efficacité des sanctions économiques comme outil de politique étrangère des États-Unis.

Le dollar semble pris « en tenaille » entre deux dangers majeurs pour lui :

L'utilisation d'autres monnaies pour les échanges commerciaux. Même s'ils sont aujourd'hui limités à des groupes de pays comme les BRICS+ ou l'OCS ([Organisation de Coopération de Shanghai](#)), le nombre croissant des pays adhérents à ces organisations va diminuer la part du dollar dans ces échanges. Un article du [Morning Star daté du 15 octobre 2025](#) confirme cette tendance lourde :

Selon nous, le dollar américain reste surévalué et ses fondamentaux commencent

à s'affaiblir. Sur les 33 monnaies que nous suivons dans notre modèle d'évaluation, seules neuf apparaissent comme plus chères. Selon nous, la période de *free lunch* pour le dollar pourrait prendre fin, avec une dépréciation probable dans les années à venir, à mesure que l'exceptionnalisme économique des États-Unis s'estompe. La réduction des investissements étrangers, les sorties liées aux opérations de couverture, les pressions persistantes sur la dette et les inquiétudes concernant l'indépendance de la Réserve fédérale laissent présager un environnement plus difficile pour le billet vert.

Mais un autre danger se profile également pour le système des banquiers mondialistes qui concerne les US Bonds (bons du Trésor américain). L'émission des dollars par la Fed se fait par l'envoi d'un US bond émis par le Trésor américain vers la Fed. Celle-ci crée alors le nombre de dollars correspondant qui s'inscrit comme une dette du peuple américain envers celle-ci. Cet US bond est, en fait, une reconnaissance de dette. Compte tenu du rôle de monnaie internationale du dollar, les pays qui l'utilisent pour leurs échanges doivent se prémunir des fluctuations du dollar par rapport à leur propre monnaie. C'est ce qu'on appelle « le risque de change ».

Pour couvrir ce risque, ces pays achètent à la Fed ces US bonds, donnant ainsi au dollar un rôle de « monnaie de réserve ». Ces bons génèrent des intérêts, ce qui en faisait un placement parmi les plus sûrs jusqu'à un passé récent. En outre, **leur exportation permettait de revendre la dette américaine aux autres pays du monde, exonérant ainsi les États-Unis des effets néfastes de cette dette rapidement devenue démesurée.** La part diminuante du dollar dans les transactions entraîne une diminution des achats des US bonds. Cela signifie que la dette américaine va progressivement se circonscrire aux États-Unis avec toutes les conséquences imaginables.

Une première alerte a eu lieu avec la « [Silicone valley bank](#) » qui a déclenché un véritable « tsunami » en 2023 en vendant pour 2 milliards de dollars de ces bons qui ont brutalement perdu 10 % de leur valeur, entraînant un vent de panique à Wall Street. Quatre banques majeures américaines ont instantanément perdu 54 milliards de dollars et les autorités américaines

décidèrent de fermer immédiatement la Silicone Valley bank afin de limiter les risques de propagation.

Mais qu'on ne s'y trompe pas. Derrière ce combat apparent, il s'en déroule un autre d'une tout autre ampleur qui est celui de la domination du monde. **Deux conceptions exclusives l'une de l'autre sous-tendent ce qui sera le monde futur.** Depuis 1991 et la fin de l'URSS, qui avait toujours été le but de La City, les banquiers mondialistes ont considéré qu'ils avaient gagné. La Russie ne serait plus en mesure de s'opposer au monde «global» et qu'il ne restait plus qu'à régler certains points de détail. Mais ils ont sous-estimé la force des peuples qui étaient restés silencieux.

Ils sont en train de se réveiller et veulent maintenant se faire entendre. Ils sont prêts à défendre aujourd'hui leurs souverainetés nationales dans le cadre plus général d'un monde multipolaire et les banquiers ne peuvent plus les arrêter.

Chapitre 20

Quel devenir pour la France ?

L'avenir de notre pays sera ce qu'en fera le peuple français. Il devra choisir entre accompagner le déclin de la finance mondialisée qu'incarne aujourd'hui l'État profond supranational qui essaie de faire de l'Union européenne le dernier bastion d'un monde globalisé dirigé depuis plus de trois siècles par La City et un monde multipolaire rendu « westphalien » par sa pluralité et dont les continents seront les pivots. **Ce bouleversement va mettre un terme à l'ère de la domination des puissances maritimes qui vont céder le pas aux puissances continentales tout en respectant la souveraineté des nations.**

Le peuple français doit maintenant agir pour le respect des attributs de cette souveraineté en :

- Abrogeant la loi de 1973 (et sa transposition européenne) afin de reprendre son droit essentiel de « battre monnaie »
- Quittant l'Union européenne pour changer de monnaie
- Garantissant sur l'or sa nouvelle monnaie comme le général de Gaulle voulait le faire. Ceci devient possible par la montée du cours de l'or et grâce au stock d'or que nous possédons, fruit de la vision de nos anciens qui croyaient encore en la France.

Les Français ne devraient jamais oublier cette phrase de Napoléon Bonaparte, déclarant à propos des financiers : *« La main qui donne est au-dessus de la main qui reçoit. Les financiers n'ont pas de patrie, ils sont sans patriotisme et sans décence : leur seul objectif est le gain. »*

Jean Goychman 21 octobre 2025

BOULEDOGUE MÉDIA
15 BIS RUE DANTON
94271 LE KREMLIN-BICÈTRE

